

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

NICOLAS LANG. — La guérilla au Mozambique et les communistes	1	A. STOLYPINE. — Considérations sur les forces militaires de l'Union soviétique	11
BRANKO LAZITCH. — La Conférence internationale communiste dans l'impasse	3	JEAN-G.H. HOFFMANN. — Les Eglises, instrument de la politique étrangère de l'U.R.S.S.	19
L' « AEROFLOT », organisme de subversion et d'espionnage	5	ANDRÉ TONG. — De la subversion communiste à la rébellion armée au Cambodge	22
LUCIEN LAURAT. — Difficultés et complications de la réforme économique en U.R.S.S.	6	KYOSUKE HIROTSU. — Le Parti communiste japonais s'éloigne des positions du Parti communiste chinois	27
Note sur les colonies de rééducation ..	10		

La guérilla au Mozambique et les communistes

Nicolas Lang a effectué récemment un voyage de plusieurs semaines dans divers pays de l'Afrique Orientale. Il en a rapporté de précieuses informations dont nos lecteurs trouveront ici quelques-unes.

Il existe à l'heure actuelle en Afrique de vastes régions, grandes parfois comme plusieurs départements français, qui échappent à tout contrôle du pouvoir administratif et politique central. L'insécurité qui règne dans ces territoires en rend l'accès de plus en plus difficile. Aller aujourd'hui par route de l'ancien Congo belge en Zambie, par exemple, représente une opération qui n'est pas sans risques. De même, circuler en voiture à travers l'Ouganda peut vous amener à connaître de désagréables aventures dont la responsabilité appartient d'ailleurs à... l'armée locale, chargée, en principe, de votre protection. Il en va de même dans le nord du Tchad, dans les régions septentrionales du Nigeria, dans les provinces du sud du Soudan ou dans celles du nord-est du Kenya. Certaines pistes sahariennes sont désormais loin de présenter une sécurité absolue. Cette agitation a parfois un caractère politique, mais, plus souvent, elle procède du banditisme. L'Afrique connaît, hélas ! à nouveau ses pilliers et ses voleurs de « grands chemins ». A quoi, il convient d'ajouter les luttes tribales, illustrées par les précédents sanglants du Nigeria et du Congo.

La guérilla qui sévit dans l'extrême-nord du Mozambique n'échappe pas à cette règle.

Développée le long de la frontière de la Tanzanie, dirigée depuis Dar-es-Salam par un groupe d'intellectuels plus ou moins marxistes, soutenue par les Etats communistes qui fournissent les armes et les instructeurs, cette guérilla, pour réduite qu'elle soit, n'a pu voir le jour qu'en s'appuyant sur des groupes ethniques, les Macondes et les Nyassas, qui, de longue date, ont constitué pour l'administration portugaise un objet de préoccupation. Lorsque les chefs du « Front de Libération du Mozambique » (FRELIMO) affirment qu'il s'agit d'un « soulèvement populaire », tout observateur sérieux ne peut que constater que c'est là un slogan de propagande qui ne correspond nullement à la réalité. En effet, hormis deux « poches », situées près de la frontière tanzanienne, le long du lac Malawi et dans le district de Capo Delgado, cette rébellion ne touche absolument pas l'ensemble du Mozambique, grand comme une fois et demie la France, ni ses six ou sept millions d'habitants. Quand Eduardo Mondlane, président du FRELIMO, prétend que son organisation « contrôle » un cinquième du territoire et une population d'un million, il déforme sciemment la vérité. Strictement localisée dans des régions montagneuses dont l'accès est particulièrement dif-

ficile, la guérilla du Mozambique, déclenchée en septembre 1964, n'a nullement réussi à s'étendre à l'ensemble du pays. Ni dans le centre, ni dans le sud, ni dans les grandes villes telles Lorenzo-Marques ou Beira, on n'en ressent les effets. Aucun attentat, aucun acte de terrorisme, aucune action de sabotage, n'ont encore été commis et la guérilla, ou plus exactement la révolte des Macondes et des Nyassas, n'entrave en rien le développement économique du Mozambique.

Telle est la réalité, déplaisante sans doute pour ceux des Africains qui souhaitent sincèrement écarter du Mozambique la présence portugaise, réalité d'ailleurs connue de la plupart des chefs d'Etat africains dont la contribution à la lutte menée par le FRELIMO devient de plus en plus réduite, comme l'a fait amèrement remarquer à Alger, en mars dernier, Eduardo Mondlane. En fait, sans l'aide militaire apportée par les pays communistes, l'U.R.S.S., la Chine populaire, la Tchécoslovaquie, Cuba, sans l'appui logistique fourni par la Tanzanie, l'action du FRELIMO serait sans doute à peu près nulle. Transportées depuis l'Algérie et l'Égypte, ou débarquées directement à Dar-es-Salam, les armes soviétiques et chinoises, le matériel tchécoslovaque, permettent au FRELIMO de fournir aux Macondes et aux Nyassas les moyens nécessaires pour poursuivre leur combat. Encore, faut-il préciser que ces deux tribus, loin de coopérer, se détestent et ce conflit ethnique, exploité habilement par les Portugais, rend d'autant plus difficile la tâche des chefs du FRELIMO. A quoi viennent s'ajouter encore des questions d'antagonismes personnels opposant les responsables du mouvement et provoquant des scissions qui ont abouti à l'apparition d'un nouveau groupement, le « Comité Révolutionnaire du Mozambique » (COREMO), plus étroitement contrôlé par les Chinois et dont le centre est installé à Lusaka en Zambie.

La main-mise des communistes sur le FRELIMO devient d'ailleurs de plus en plus apparente. Si à l'origine ce mouvement pouvait être considéré comme une organisation nationaliste dont l'objectif essentiel était la « libération » et l'indépendance du Mozambique, force est à présent de constater que le FRELIMO, par suite de l'aide qu'il reçoit des pays communistes et de l'influence grandissante de son aile gauche, animée par des hommes tels Marcelino dos Santos ou Jorgio Rebelo, se transforme chaque jour un peu plus en un parti dont le caractère marxiste-léniniste s'accroît sans cesse. Encore, convient-il de faire une distinction entre la direction du FRELIMO, aux sympathies nettement communistes, installée à Dar-es-Salam et dont les leaders se gardent bien de se rendre dans le maquis, et les combattants Macondes, hommes simples, frustes, pour la plupart ne sachant ni lire ni écrire, qui mènent la lutte contre l'armée portugaise dans des conditions pénibles, mais pour lesquels les thèses marxistes-léninistes ne représentent strictement rien. L'un des plus célèbres chefs Macondes, Magaia, membre du Comité Central, fut assassiné sur l'ordre du FRELIMO, parce qu'il était bien plus un

leader patriotique, voire tribal, qu'un dirigeant « révolutionnaire ». Le crime fut, bien entendu, mis sur le compte des Portugais.

Il suffit d'ailleurs de pénétrer dans les locaux du « quartier-général » du FRELIMO, à Dar-es-Salam, pour s'apercevoir de l'emprise communiste sur ce mouvement. Aux murs sont affichés les portraits de Lénine, de Mao Tsé-toung, de Lin Piao, de Chou En-lai. Partout traînent ou sont épilées des brochures de propagandes venant de Pékin, de Prague ou de Moscou. La direction du FRELIMO dissimule à peine son orientation politique. L'organisation ne fut-elle pas représentée au XXIII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et au IX^e Congrès du P.C. bulgare ! Sans doute, le FRELIMO a-t-il son aile modérée dont Eduardo Mondlane, ancien professeur d'une université américaine, est le chef de file. Mais le président du FRELIMO dans une interview accordée à *l'Unità*, organe officiel du P.C. italien, n'a-t-il pas été amené à déclarer au mois de mars : « *La libération entraînera nécessairement la création d'un état populaire, sans bourgeoisie constituée.* »

Les chefs du FRELIMO reconnaissent d'ailleurs qu'ils reçoivent l'aide et l'appui de l'U.R.S.S., de la Chine, de la Tchécoslovaquie, de Cuba. C'est dans ces pays que sont envoyés les jeunes gens Macondes à qui on apprend l'art de la guérilla, les meilleurs d'entre eux étant choisis comme « commissaires politiques ». Tel cet Albert Stia, chef d'une base opérationnelle, intelligent, téméraire, tué en novembre dernier à l'âge de 24 ans et qui avait fait un stage en U.R.S.S. de six mois. Tel aussi ce Moyenda, « commissaire politique », tué à Chigoma et dont Radio-Moscou fit le panégyrique quatre jours plus tard. De nombreux documents saisis, notamment dans la base de Mapoche, prouvent l'importance de l'aide soviétique et chinoise aux guérilleros du Mozambique.

Instruits dans les camps situés en territoire tanzanien, le long de la frontière, notamment à Nachingwa, Songea, Lindi, par des « conseillers » chinois — une vingtaine — infiltrés ensuite en territoire mozambiquais par petits groupes de cinq à six hommes, vêtus souvent d'uniformes grossiers fournis par la Tchécoslovaquie, les combattants Macondes et Nyassas connaissent aujourd'hui les techniques de la guérilla, en particulier l'art de poser des mines fort meurtrières pour les soldats portugais. Disposant de bases opérationnelles, de bases de replis, de bases de repos, d'hôpitaux, notamment à Mbeya et à Mwamba Bay, les guérilleros terrorisent les populations locales dont ils ont besoin pour leur approvisionnement et leur nourriture. Appliquant la tactique du « poisson dans l'eau », chère à Mao Tsé-toung et à « Che » Guevara, les combattants du FRELIMO tentent de répéter dans ce coin de l'Afrique orientale les opérations de guérillas connues au Vietnam ou en Amérique latine. Les Portugais, qui ont maintenu partout dans les deux « poches » l'administration civile, procèdent au regroupement des populations dont l'armée assure la protection.

Il ne fait donc nul doute que la guérilla

au Mozambique s'inspire directement des précédents chinois, cubains ou vietcongs. Sans doute, les Macondes et les Nyassas, sans lesquels le FRELIMO ne disposerait pas de troupes, ignorent-ils pour la plupart les objectifs réels poursuivis par les chefs du mouvement désireux de faire du Mozambique un « Etat populaire ». Pour ces gens simples que l'on trouve d'ailleurs des deux côtés de la frontière, seule compte leur révolte contre les Portugais. Révolte tribale que les communistes visent à exploiter.

Reste cependant le fait qu'après bientôt trois ans de lutte, le FRELIMO n'a pas remporté le succès escompté ni provoqué ce « soulèvement populaire » dont parlent ses diri-

geants. Déjà, les « conseillers » chinois songent à utiliser les guérilleros du Mozambique contre les pays africains modérés qui, tel le Malawi par exemple, refusent de se laisser entraîner dans une politique inspirée depuis Pékin ou Moscou. Voilà qui rappelle étrangement le précédent du Ghana où les « *freedom fighters* » des camps de N'Krumah furent surtout chargés non pas de combattre les Portugais ou les Afrikanders, mais de porter la subversion dans les pays voisins, au Niger ou en Côte d'Ivoire. Le président Nyerere, chef de l'Etat de Tanzanie où sont situées les bases du FRELIMO, ferait bien de se souvenir du sort que réserva un jour le peuple ghanéen à l'« Osagyefo ».

Nicolas LANG.

La Conférence internationale communiste dans l'impasse

LA convocation d'une nouvelle conférence mondiale des partis communistes, à l'ordre du jour depuis de nombreuses années, apparaît de plus en plus comme un travail de Sisyphe, aussi bien pour Brejnev-Kossyguine aujourd'hui, qu'hier pour Khrouchtchev. A deux reprises, les efforts de Moscou semblèrent près d'aboutir, mais finalement les espoirs soviétiques furent déçus et les gens du Kremlin se retrouvèrent au point de départ.

Au début de 1964, les Soviétiques avaient décidé de convoquer cette conférence pour la fin de l'année, comme cela ressortait du rapport de Souslov présenté au plénum du Comité central le 14 février, mais publié seulement en avril. Le correspondant de *l'Humanité* à Moscou, Jean Kanapa, précisait qu'une conférence préliminaire et préparatoire aurait lieu en juin ou juillet 1964 et la conférence mondiale à l'automne (probablement au moment des fêtes du 7 novembre). Les Chinois, comme il se doit, étaient résolument hostiles à ce calendrier et, dans une lettre adressée le 7 mai 1964 au Comité central du P.C. soviétique, ils fixaient un délai démesuré pour la conférence préliminaire : « *A en juger d'après les circonstances actuelles, quatre ou cinq ans, voire plus, seront peut-être nécessaires pour achever ces préparatifs* ».

Les Soviétiques répliquèrent, le 15 juin, par un refus catégorique du calendrier chinois, affirmant que la majorité écrasante des « partis-frères » était de leur avis. Toutefois, ils apportèrent peu après une modification à leur propre calendrier : le 10 août, ils firent connaître leur décision de convoquer la conférence préliminaire pour le 15 décembre (à cette date, dans leur premier projet, la conférence plénière aurait déjà eu lieu). Ce second projet n'eut pas plus de chance que le premier. Le 14 octobre, Khrouchtchev était renversé et la direction du P.C.U.S. repoussa du 15 décembre au mois de mars 1965 la conférence préliminaire. La date ne fut pas seule à être ainsi modifiée : Khroucht-

chev avait eu l'intention de donner à la conférence un caractère ouvertement antichinois. La conférence de mars adopta, au contraire, un ton plutôt conciliateur, proposant l'arrêt des polémiques. D'autre part, la date de la conférence mondiale était laissée imprécise ; selon la formule employée, la rencontre devait avoir lieu « *en temps utile* ».

Au cours de 1966, tout particulièrement depuis le plénum d'août du Comité central du P.C. chinois, des voix, à l'intérieur du camp pro-soviétique, commencèrent à reprendre l'idée de la conférence communiste mondiale. Ces suggestions venaient des partis les plus dévoués à Moscou (tels en Europe occidentale, le P.C. français et le P.C. espagnol) et il ne faisait pas le moindre doute qu'ils agissaient en accord avec Moscou. La preuve en fut apportée le 13 décembre 1966 quand le comité central du P.C. soviétique s'associa officiellement à cette idée : « *Le Comité central exprime son accord avec les partis marxistes-léninistes frères sur l'apparition à l'heure présente de conditions favorables à la convocation d'une nouvelle conférence des représentants des partis communistes et ouvriers, qui doit être bien préparée par des consultations entre partis* ».

A partir de ce moment, il était clair non seulement que les Soviétiques usaient de leur puissance pour convoquer cette conférence mondiale, mais aussi, que selon toute vraisemblance, ils comptaient la réunir au moment du 50^e anniversaire de la Révolution d'octobre, le 7 novembre 1967, pour donner davantage de lustre aux festivités qu'on prépare pour cette date. S'il en fallait une preuve, on la trouverait dans la modification apportée à la suite du plénum soviétique au projet de résolution, préparé par le Bureau politique du P.C. français pour son congrès de janvier 1967, avec une formule plus nette que dans la version précédente en faveur de cette conférence. La résolution française, modifiée, s'exprimait en ces termes : « *Considérant qu'on ne peut pas ajourner indéfiniment la tenue d'une conférence inter-*

nationale des Partis communistes et ouvriers, afin de défendre et renforcer l'unité du Mouvement mondial, le Congrès se prononce en faveur de la convocation d'une telle conférence dans les meilleurs délais : le Parti communiste français travaillera pour que les conditions de cette convocation, qui ont mûri dans la dernière période, se réalisent le plus tôt possible ». Incontestablement, la nouvelle formule sur « les meilleurs délais » et sur les « conditions qui ont mûri » était, de loin, plus précise que la formule de 1965 sur la convocation de cette conférence « en temps utile ».

Au congrès du P.C. français, les porte-parole de nombreux partis se servirent de la tribune pour exprimer directement ou indirectement l'opinion de leur parti sur l'opportunité de cette conférence. Le représentant soviétique Arvid Pelché se félicitait de ce que « plus de 60 partis aient déjà pris position en faveur de la convocation d'une telle conférence ». Les orateurs de nombreux partis importants réunis à ce congrès — comme ceux de la Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Mongolie, France, Finlande, etc... — donnèrent leur acquiescement au projet de conférence mondiale. Par contre, d'autres délégués observèrent sur ce sujet un silence total, traduisant ainsi l'opposition ou la réticence de leur parti à cette initiative soviétique : parmi eux se trouvaient les porte-parole italien, cubain, yougoslave, roumain, vietnamien. La bataille n'était donc pas gagnée par Mocsou et ses acolytes.

Il fallait continuer ce combat et tirer la situation au clair. Deux chefs du P.C. au pouvoir vinrent peu après à Moscou pour une brève visite : du 28 au 31 janvier, Tito se rendit en U.R.S.S., où il eut des entretiens avec les dirigeants soviétiques. Le communiqué officiel parla d'« atmosphère amicale », d'« échanges de vues », de la « décision unanime de renforcer la coopération internationale dans la lutte pour la paix et le socialisme dans le monde entier ». Mais, pas la moindre allusion à une éventuelle convocation d'une conférence mondiale des partis communistes.

La deuxième visite fut plus brève encore : N. Ceausescu séjourna les 17 et 18 mars à Moscou. Le communiqué soviéto-roumain parla également d'« atmosphère sincère et amicale » d'« échanges de vues sur les relations soviéto-roumaines, sur les problèmes internationaux, y compris la sécurité européenne », de « renforcement des relations entre les deux pays », et de la « nécessité de lutter plus activement encore pour la cause de la paix et du socialisme dans le monde ». Une fois de plus ne figuraient, ni allusion à la convocation d'une conférence communiste internationale, ni formule relative à une « identité complète des vues sur toutes les questions importantes à l'heure actuelle ». Ce détail était d'autant plus frappant que, quarante-huit heures après le départ de Ceausescu, arrivait à Moscou Walter Ulbricht pour une visite de trois jours et que le communiqué soviéto-est-allemand comportait la formule sur l'« identité complète des vues ».

Le communiqué sur les entretiens de W. Ulbricht parut dans la *Pravda* du 24 mars. Le

lendemain, Léonid Brejnev à la tête de la délégation du P.C. soviétique reçut les dirigeants du P.C. d'Uruguay, conduits par Rodney Arismendi, premier secrétaire du Comité central de ce Parti. Le communiqué publié, à l'issue de cet entretien, faisait ressortir nettement que les Soviétiques — en dépit de la rebuffade de Ceausescu et de Tito — continuaient à militer pour la convocation prochaine de la conférence mondiale communiste, car on y lisait : « *De l'avis des deux Partis, les conditions pour la convocation d'une conférence internationale des représentants des partis communistes et ouvriers, mûrissent de plus en plus. Ils considèrent une nouvelle conférence comme une contribution sérieuse dans la lutte active pour l'unité du mouvement communiste, pour sa coopération militante, pour le triomphe des principes du marxisme-léninisme et des idées de l'internationalisme prolétarien, pour l'unité de toutes les forces anti-impérialistes* ».

On voit que la formule sur « les conditions qui mûrissent de plus en plus », employée à l'issue de l'entretien du 25 mars et rendue publique dans la *Pravda* du 27 mars, était très proche de la formule du P.C. français en janvier sur « les conditions qui ont mûri ».

Trois jours plus tard, le 30 mars, la *Pravda* publia un autre communiqué, cette fois sur le séjour et les entretiens de L. Longo à Moscou, mais les formules étaient différentes, car on y lisait : « *Le P.C. de l'Union soviétique et le P.C. italien considèrent que la convocation de la nouvelle Conférence demande un grand travail de préparation politique et d'organisation de la part des partis frères pour résoudre les questions liées à la convocation de la Conférence, visant à la création des meilleures conditions pour la tenue de cette Conférence et le processus de consolidation de l'unité du mouvement communiste international* ».

Les termes sur « les conditions qui mûrissent de plus en plus » ou sur « les conditions qui ont mûri » ont cédé place subtilement au « grand travail de préparation politique et d'organisation pour créer les meilleures conditions ».

En avril eut lieu la conférence des P.C. européens à Karlovy-Vary. Il n'y fut plus question de convoquer dans « les meilleurs délais » la conférence communiste internationale. Ainsi, les successeurs de Khrouchtchev, désireux certainement d'apporter certaines modifications à leur politique, à la fois quant au schisme chinois et quant à la direction du mouvement communiste international, devaient se retrouver à leur tour devant les mêmes réalités politiques, qui les obligèrent — à l'instar de Khrouchtchev autrefois — de reprendre la polémique en public contre les Chinois (ce qu'il voulaient éviter en 1965) et de remettre les dates primitivement prévues des réunions communistes internationales (alors que tout leur effort depuis 1965 consistait à ne pas se retrouver dans la même situation que Khrouchtchev).

Rien cependant ne prouve que les dirigeants soviétiques ne reprendront pas une fois de plus la campagne pour la conférence communiste mondiale. Ils se trouvent devant ce dilemme : reconnaître officiellement leur incapacité à

réunir ensemble les partis communistes du camp soviétique et par là se résigner à observer l'érosion grandissante de ce camp, qui atteint de nombreux partis, comme tout récemment le hollandais, le suédois, le norvégien, ou, au contraire, recommencer la campagne, d'abord par l'intermédiaire des partis fidèles à toute épreuve aux Soviétiques, pour une telle réunion, quitte à accepter de laisser apparaître l'affaiblissement du mouvement. De toute façon, dans cette année du 50^e anniversaire de la Révolution bolchevique, il est difficile de croire que, d'ici le 7 no-

vembre, les successeurs de Lénine au Kremlin ne feront rien pour célébrer à cette occasion l'aspect international et révolutionnaire de l'événement, aspect qui fut décisif aux yeux de Lénine et de ses compagnons en novembre 1917.

Que peuvent-ils faire dans ce but et dans cet esprit ? La réponse à cette question est loin d'être évidente. Peut-être les dirigeants soviétiques ne savent-ils pas encore eux-mêmes ce qu'ils feront.

BRANKO LAZITCH.

L' "AEROFLOT", organisme de subversion et d'espionnage

LE 12 avril 1967, les services de sécurité néerlandais arrêtaient dans une rue du centre d'Amsterdam, dans des conditions assez mouvementées, Vladimir Gloukhov, directeur du bureau de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » aux Pays-Bas. Cette arrestation, qui faisait suite à celles opérées ces derniers mois parmi les fonctionnaires de cette compagnie dans plusieurs capitales de l'Europe occidentale, attirait l'attention sur l' « A.E.R.O.F.L.O.T. », officiellement compagnie soviétique d'aviation civile, mais qui en réalité, sert de couverture aux activités d'espionnage et de subversion soviétiques.

ROLE POLITIQUE ET MILITAIRE DE L' « AEROFLOT »

Créée en 1929 par le gouvernement soviétique, l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » (en russe : « Glavnoe Oupravlenie Grazhdanskogo Vozdouchnogo Flota ») est évidemment une société d'Etat. Initialement, elle ne desservait que les lignes intérieures de l'U.R.S.S. Après la prise du pouvoir par les communistes dans les pays de l'Est, les services de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » furent étendus aux capitales du « camp socialiste ». Mais c'est seulement à partir de 1954-55, c'est-à-dire après la mort de Staline, lorsque ses successeurs inaugurèrent la politique de détente et de « coexistence pacifique », que des accords de liaisons aériennes furent signés par l'U.R.S.S. avec de nombreux Etats d'Europe occidentale, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique. Les « Ilyouchine » et les « Tupolev » soviétiques sillonnèrent dès lors le ciel au-dessus de tous les continents, et la compagnie ouvrit des bureaux dans la plupart des capitales entretenant des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. (1).

On aurait tendance à croire que l'extension du réseau de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » est, avant tout, l'effet d'une politique de prestige. La plupart des lignes desservies par la compagnie soviétique sont, en effet, déficitaires, notamment les liaisons avec l'Afrique, l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » ayant des accords avec seize

Etats africains. Force est bien de constater que, comme toujours, les Soviétiques profitent de cette couverture commerciale pour pratiquer leur besogne subversive et établir des réseaux d'espionnage. L' « A.E.R.O.F.L.O.T. » a d'ailleurs à sa tête un officier supérieur, le général Victor Danilychev qui, d'après le quotidien bruxellois *Le Soir*, appartient aux services secrets soviétiques.

A diverses reprises, il fut constaté que l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » est utilisée à des fins politiques et même militaires, certains appareils étant équipés d'appareils photographiques et électroniques spéciaux, nécessaires pour des missions d'espionnage. C'est ainsi que l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » a été utilisée pour parachuter des armes aux guerilleros communistes du Pathet-Lao dans les provinces de Sam-Neua et de Phong-Saly, au nord du Laos. En 1960, lors de l'accession à l'indépendance du Congo ex-belge, des avions de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » ont acheminé des armes dans des caisses marquées de la Croix-Rouge. Ce qui constitua l'une des raisons qui provoqua, à l'époque, la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. et l'expulsion de l'ambassadeur soviétique de Léopoldville (Kinshasa).

D'autre part, on a appris que des ressortissants africains, ne figurant pas sur les listes de bord, furent transportés d'Afrique en U.R.S.S. ou dans les pays de l'Est, et que du matériel de propagande et des explosifs ont été véhiculés tout aussi clandestinement.

RESEAUX D'ESPIONNAGE DE L' « AEROFLOT »

Etablis dans la plupart des capitales de l'Europe occidentale, les bureaux de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » constituent autant de centres d'espionnage soviétique. En février 1965, les autorités françaises procédaient à l'arrestation puis à l'expulsion de Serge Pavlov, directeur du bureau de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » à Paris. Pavlov était accusé d'activités d'espionnage. Son intérêt se serait porté notamment à la construction du « Concorde ». Le 25 janvier 1967, la Sûreté d'Etat belge faisait arrêter sur la route de Louvain à Malines, Vladimir Che-

(1) Voir à propos de l' « AEROFLOT » l'article de J. Pergent : *Est et Ouest*, N° 325, (16-31 juillet 1964).

retoun, directeur-adjoint du bureau de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » à Bruxelles. Charetoun fut expulsé deux jours plus tard de Belgique. Il aurait participé à la création d'un véritable réseau d'espionnage, organisé pour « travailler » dans les bâtiments du S.H.A.P.E., installés dans la région de Mons. Toujours en liaison avec cette affaire, les autorités belges faisaient arrêter puis expulser le correspondant de l'agence *Tass* à Bruxelles, Anatoli Ogorodnikov. Deux diplomates soviétiques, Vitali Balachov et Oleg Sémikov, ce dernier représentant commercial, ainsi qu'une femme belge, faisaient partie de ce réseau. La femme avait été notamment chargée de trouver un emploi au S.H.A.P.E. afin de pouvoir y filmer certains documents importants intéressant les Soviétiques. Par mesure de rétorsion, les autorités soviétiques faisaient expulser d'U.R.S.S., M. Lucien Thoye, directeur du bureau de la « S.A.B.E.N.A. » à Moscou. Aucune charge n'avait pu évidemment être formulée contre le représentant de la compagnie aérienne belge.

Dans le cadre de « l'affaire Rinaldi », réseau d'espionnage soviétique en Italie et qui avait des liaisons à travers toute l'Europe et même en Afrique orientale, le représentant local de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » à Nicosie, Nicolas Ranov, fut expulsé, en même temps que

l'attaché culturel soviétique Boris Pedrin, par le gouvernement cypriois. Tous deux furent accusés d'avoir constitué à Chypre, un réseau de renseignement, travaillant avec Rinaldi, concernant les bases militaires britanniques et les stations d'émission américaines.

Enfin, Vladimir Goukhov, arrêté à Amsterdam, avait tenté d'établir des contacts avec des ressortissants néerlandais susceptibles de le renseigner sur le système de défense aérienne des Pays-Bas, ainsi que sur les techniques utilisées en matière de construction aéronautique. Disposant de crédits fort importants, Gloukhov s'intéressait également aux avions « Starfighters ». Il fut appréhendé en sa qualité d'officier des services de renseignements soviétiques, sa fonction de directeur du bureau de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » en Hollande ne lui servant que de « couverture ».

Ces arrestations et expulsions de fonctionnaires de l' « A.E.R.O.F.L.O.T. » prouvent que ceux-ci ne sont pas de simples employés, mais bien des agents des services secrets de l'U.R.S.S. Quant aux bureaux de la compagnie aérienne, ils servent de « boîtes aux lettres » aux espions soviétiques et constituent autant de centres de propagande et d'action révolutionnaire.

Difficultés et complications de la réforme économique en U.R.S.S.

NOUS avons déjà signalé que la réforme de l'économie soviétique, réforme dite de « libéralisation », progresse plus lentement que prévu. Ce ralentissement s'observe tant dans le processus de conversion des entreprises aux méthodes de gestion nouvelles qu'en ce qui concerne les travaux du Comité des prix, qui devrait, en principe du moins, avoir élaboré les nouveaux barèmes jusqu'au 1^{er} juillet prochain.

En suivant de près cette évolution — ou stagnation — on acquiert la quasi certitude que ce ralentissement n'est pas imputable au mauvais vouloir des dirigeants. Ceux-ci se sont résignés à cette réforme (certainement à leur corps défendant) en obéissant à l'impératif catégorique des faits. Le rebondissement de la menace inflationniste les forçait à fermer les robinets budgétaires qui prodiguent bon an mal an à leur économie non rentable les sommes astronomiques destinées à couvrir les déficits, déficits « planifiés » (donc admis à l'avance) dans les principaux secteurs des moyens de production, et déficits dus à la gestion irrationnelle et dispendieuse un peu partout.

Les hommes du Kremlin sont donc intéressés au plus haut point à faire aboutir cette réforme le plus rapidement possible. Mais on ne met pas de l'ordre en quelques mois, ni en deux ou trois ans, dans un mécanisme encrassé,

souvent grippé et déformé depuis trente-cinq ans. Nous avons déjà indiqué ici-même (n° 376) les difficultés que rencontre la mise en ordre des prix. Cette fois-ci, nous croyons devoir attirer l'attention de nos lecteurs sur les obstacles auxquels se heurte la réorganisation des entreprises selon le nouveau système.

Remise en ordre des prix et réforme de la gestion ne sont que deux aspects, intimement liés, d'un seul et même problème. La tâche consiste, rappelons-le, à décharger l'Etat des écrasantes servitudes financières que lui impose la non-rentabilité générale de l'économie non agricole (le relèvement de l'agriculture, devenu aujourd'hui une question de vie ou de mort, exigera pendant longtemps encore des subventions excédant ce qu'elle rapportera). Il faut donc en finir avec les déficits. Dans la mesure où ceux-ci sont « planifiés », le remède est la réforme des prix : il faut les relever dans les industries de base où ils sont jusqu'à présent inférieurs au coût. Dans la mesure où les déficits sont dus à la mauvaise gestion, il importe de réorganiser les entreprises, de desserrer les contrôles rigides des instances planificatrices, de réduire le nombre des indices prescrits aux directeurs, de relier les entreprises aux consommateurs par des contrats de livraison conclus (ou à conclure) avec les coopératives de distri-

bution. Les entreprises ne seront donc plus payées pour ce qu'elles auront produit, mais pour ce qu'elles auront effectivement vendu : les malfaçons, si nombreuses, resteront à leur charge. Mais en même temps, le pouvoir veut garder la haute main sur la direction générale de l'économie en se réservant surtout le droit absolu de décider du fonds d'accumulation et de son emploi, c'est-à-dire de sa répartition entre les différentes branches.

C'est sur le plan de l'entreprise que surgissent des difficultés tout aussi redoutables que sur celui de la remise en ordre des prix. Les extraits des deux articles que nous publions ci-dessous donneront une idée de la nature et de l'importance de ces difficultés. L'un est du professeur A. Birman, dont nous avons déjà commenté une étude dans notre numéro 381 (1), l'autre de deux autres économistes, S. Kamnitzer et B. Milner, qui critiquent ses propositions. Les deux articles ont paru dans la *Lit'eratournaïa Gazeta* (nos 2 et 10 de 1967).

Avant de leur donner la parole, nous résumerons brièvement les difficultés sur la solution desquelles les auteurs sont en désaccord. Ils s'accordent — ce qui n'est pas négligeable — sur les causes du mal. Dans bien des cas, le *Gosplan* (Commission du Plan d'Etat) continue à donner aux entreprises des directives que celles-ci ne devraient plus exécuter d'après les nouveaux règlements. Pourquoi le fait-il ? En partie sans doute parce qu'une routine acquise depuis trente-cinq ans ne s'évanouit pas du jour au lendemain. En partie aussi parce que nombre de bureaucrates installés aux leviers de commande, supportant difficilement de voir leur pouvoir absolu légalement contesté, se cramponnent abusivement aux prérogatives qu'ils ont perdues. De même que ces bureaucrates perdent difficilement l'habitude de commander, maints directeurs d'entreprise perdent difficilement celle d'obéir. Il était si commode d'obéir puisque cela les dégageait de toute

L'INEVITABILITE

Il se trouve, même maintenant que la « production globale » a été condamnée, le bluff stigmatisé, que l'air lui-même semble imprégné d'idées de parcimonie, de sagesse et de bonne gestion, même maintenant on fixe encore aux usines métallurgiques un programme de production irréaliste, volontariste, car les hauts-fourneaux, les fours Martin et les laminoirs que vise ce programme n'ont souvent pas encore été construits et mis en service.

Laissons aux philosophes et aux sociologues le soin de dire pourquoi les responsables du *Gosplan* agissent ainsi. Nous aborderons ce problème en tant qu'économiste : *pourquoi ont-ils la possibilité* (1) d'agir ainsi ?

Pourquoi un directeur d'usine, las de dé-

responsabilité. Et la fuite devant les responsabilités est le propre des régimes totalitaires.

Aussi, les propositions du professeur Birman tendent-elles à donner aux directeurs des entreprises des armes leur permettant de se raidir contre les exigences abusives du *Gosplan*. *Il veut les forcer à résister*. Si, par la faute du *Gosplan*, elles restent déficitaires, qu'elles ferment, qu'elles se déclarent en faillite ! M. Birman espère que cela fera réfléchir la bureaucratie centrale, attachée à ses pouvoirs abusifs.

Cette solution par trop radicale est combattue par les professeurs Kamnitzer et Milner. Ils font observer au professeur Birman que d'autres facteurs encore que les ordres du *Gosplan* rendent le travail des entreprises difficile, leur rentabilité défailante et leur trésorerie exsangue. Peut-on vraiment les déclarer en faillite parce que la non-livraison de leurs matières premières, de l'outillage promis ou des pièces de rechange nécessaires les empêche d'exécuter à temps les commandes ? Est-ce de leur faute si, les commandes ayant été exécutées en temps voulu, les chemins de fer ne mettent pas à leur disposition les wagons destinés à acheminer les marchandises et si celles-ci, les entrepôts des entreprises étant pleins, pourrissent dans les cours à ciel ouvert ? Dans ces cas, les clients ne paient pas en temps voulu et la trésorerie des entreprises s'en ressent.

Par cette voie détournée, on revient à nouveau au *Gosplan*, qui continue d'avoir la haute main sur les entreprises non converties dont les livraisons sont en retard et sur les moyens de transport, tant pour l'approvisionnement des entreprises converties que pour l'écoulement de leur production. Que l'on examine les arguments de M. Birman ou ceux de ses contradicteurs, on arrive à la même conclusion : ce qui est en cause, c'est la planification centrale, qui demeure on ne peut plus rigide et qui entrave la réforme mise en train sur le plan de l'entreprise.

L. L.

montrer en vain l'irréalisme du programme, a-t-il la possibilité de l'accepter ? *Parce que le mécanisme économique existant permet aux entreprises de travailler pendant des années avec un plan mal balancé.*

En conséquence, la persistance du volontarisme dans l'économie — cette plaie de l'économie nationale — s'explique non par les habitudes de tels ou tels responsables, par leur incompréhension et leur conservatisme, mais par le fait que le volontarisme a, comme nous allons essayer de le montrer, créé un mécanisme économique qui s'est adapté à celui-ci. D'où conclusion : pour liquider définitivement le volontarisme, il faut perfectionner le mécanisme économique existant, le rendre tel que l'entreprise n'ait plus la possibilité d'accepter un plan mal balancé.

(1) « Avez d'un économiste soviétique ».

(1) Tous les passages soulignés le sont par l'auteur.

Le domaine des rapports économiques demande un mécanisme économique qui joue objectivement, indépendamment de la conscience ou du manque de conscience des responsables de tel ou tel département. Ce mécanisme doit être indiscutable et sa violation avoir des conséquences inévitables. *Oui, il faut des conditions économiques qui ne laissent à l'entreprise que deux voies : bien travailler ou fermer.*

La première condition du bon travail est un plan scientifiquement justifié et balancé. Et si l'entreprise ne peut le réaliser *sans qu'il y ait de sa faute* ? Eh bien, pour cette éventualité le mécanisme est élaboré depuis longtemps. Dès août 1954, un décret a été publié qui fait passer ces entreprises au mode de crédit et de règlements dit spécial. Si cela reste inopérant, elles sont déclarées insolubles et les matières premières qui leur appartiennent sont vendues aux enchères...

Y a-t-il eu de telles ventes en réalité ? Nous n'en connaissons pas d'exemple. On aide d'habitude celles qui retardent et elles se remettent d'aplomb. Mais souvent leurs engagements sont *passés* aux collectifs qui travaillent bien. Tous les exorcismes de cette façon de vivre aux dépens des autres ne donnent rien. Conclusion ? Toujours la même : il faut enlever aux entreprises qui travaillent mal la possibilité de « se sauver » de cette manière.

L'inévitabilité économique des conséquences du mauvais travail... Nous avons déjà fait un pas décisif dans cette direction en faisant des objectifs de production le principal indicateur de l'activité économique. On ne calcule plus que la production réelle, c'est-à-dire celle payée par le consommateur. (.....)

Nous avons un système *horizontal* de responsabilité matérielle (bon ou mauvais, c'est une autre question) et d'encouragement matériel : entre fournisseur et consommateur, entre client et entrepreneur. Mais nous n'avons pas de système *vertical* de responsabilité et de stimulation matérielles.

Le centre de branche n'est pas matériellement responsable devant les entreprises, ni le ministère devant les centres, ni le Gosplan, le ministère des Finances et le comité d'Etat pour l'approvisionnement matériel et technique devant les ministères économiques dans les cas où par la faute des organes supérieurs les organes inférieurs subissent un préjudice. L'expérience montre d'une façon assez convaincante que *sans responsabilité matérielle pour le préjudice causé aux organes inférieurs — verticalement — il est impossible de réformer le mécanisme économique.*

Il est tout à fait évident qu'on ne peut élargir la reproduction socialiste avec le maximum de succès que si l'entreprise ou le groupe d'entreprises est rentable et assure la constitution et le développement des stocks nécessaires sur son propre profit. Or beaucoup d'entreprises sont encore à déficit planifié.

Il ressort des documents publiés que, même après la réforme des prix de gros, il y aura encore des entreprises à déficit planifié. Cela nous paraît absolument impossible et inadmissible

dans les nouvelles conditions de gestion. Au point de vue de la formation des prix, il existe peut-être des raisons pour que telle ou telle entreprise reste à déficit planifié. Nous devons cependant aborder ce problème non du point de vue de la commodité d'établissement des barèmes, mais selon la nature de la réforme économique dans son ensemble. Le déficit planifié est incompatible avec la gestion rationnelle et est en contradiction complète avec les principes socialistes de gestion.

En ce qui concerne l'intéressement matériel, le rôle est absolument évident. Sans encouragement efficace il n'est pas possible d'obtenir le changement de l'attitude à l'égard du travail qu'exige la réforme. L'expérience de la mise en œuvre de celle-ci montre que dans beaucoup d'entreprises le fonds de stimulation matérielle a bien augmenté, mais seulement en pourcentage et non en chiffres absolus. Ignorer cette circonstance, c'est créer un sérieux obstacle au perfectionnement du mécanisme économique de la réforme car aucune assurance ni déclaration favorable à la réforme des responsables des départements intéressés ne peut remplacer la stimulation matérielle réelle, sensible pour chacun.

Ainsi qu'il ressort de tout le contenu de l'article, il s'agit, après avoir consolidé les succès de la première année de mise en œuvre de la réforme, de continuer à perfectionner le mécanisme ainsi créé, de le rendre objectif, fonctionnant inéluctablement, ne laissant aucune place aux manifestations de subjectivisme et de volontarisme.

Cependant, pour créer un tel mécanisme, il ne suffit pas d'en comprendre l'importance et de connaître les éléments qui le composent. Il faut que certaines conditions matérielles soient inscrites dans les plans, le budget de l'Etat et les autres documents qui déterminent le cours du développement économique. En effet, si les entreprises ne disposent pas de réserves de capacités de production, de fonds des salaires et de ressources matérielles, elles ne pourront éliminer « en marche » les difficultés qui se présentent inévitablement.

Malheureusement, toutes ces questions extrêmement importantes du *changement de la planification centralisée dans le cadre de la réforme économique* ne sont presque pas éclairées dans la presse. Les responsables des organes de planification et autres préfèrent présenter des considérations générales sur la nécessité et l'importance de la planification centralisée, c'est-à-dire qu'ils enfoncent des portes ouvertes au lieu de réfléchir sérieusement et d'exposer les nouvelles questions qui se posent aujourd'hui dans le système de planification.

A. BIRMAN.

(*Litératournaïa Gazeta*, n° 2, 1967).

★ ★

STIMULER ET NON CONTRAINDRE

Dans un article publié dans le n° 2 de la *Litératournaïa Gazeta*, le professeur A. Birman ne voit pour une entreprise que deux possibilités : bien travailler ou... fermer.

Même dans la pratique des pays capitalistes où le travail de chaque entreprise est l'affaire privée du patron ou de la firme, où l'entrepreneur ne se soucie pas du sort de ses ouvriers, il est rare qu'une entreprise soit liquidée. Une firme ou un capitaliste peut faire faillite, une affaire peut être reprise par une autre, mais qu'on ferme tout bonnement une entreprise et qu'on vende les machines à l'encan, cela n'arrive presque jamais. A plus forte raison dans une économie socialiste. (.....)

Quand il s'agit d'un plan mal balancé imposé d'en haut et qui désorganise le travail normal de l'entreprise et en empêche la bonne gestion, le professeur Birman soulève l'importante question de la nécessité de créer des conditions économiques qui rendent impossible l'acceptation de tels plans.

Mais essayons de voir ce qu'est un plan mal balancé. Malgré toute la multiplicité des cas, il ne peut y en avoir que trois variantes : ou le plan ne répond pas aux possibilités de production de l'entreprise, ou il n'est pas coordonné avec les possibilités réelles d'approvisionnement matériel et technique, ou enfin il ne tient pas compte du besoin que l'économie nationale a de la production de l'entreprise (en plus ou en moins). Ces trois variantes du plan « imposé » à l'entreprise ne peuvent naturellement en aucun cas être considérées comme scientifiquement justifiées. Et si, dans la vie, le travail se fait parfois d'après ce genre de « plans », ce n'est pas la *faute*, mais le *malheur*, de l'entreprise. Le professeur Birman substitue la faute au malheur, tient des propos courroucés sur « l'existence aux dépens des autres », la possibilité de « se sauver », etc. (.....)

Ce n'est nullement un hasard si une des questions les plus brûlantes est aujourd'hui celle des règlements entre fournisseurs et consommateurs de la production. Tout le collectif d'entreprise est désormais intéressé par cette opération financière, dernière étape de la réalisation du profit. Cependant les circonstances sont souvent telles que le fournisseur a rempli ses engagements, mais la production livrée ne peut être réglée. (.....)

Les conditions de fonctionnement des nouveaux stimulants matériels rendent tout à fait évident et naturel un système de *garanties* du règlement à l'échéance de la production réalisée conformément au plan et livrée à l'acheteur aux conditions convenues. Le collectif de l'entreprise doit être certain que le profit obtenu grâce à ses efforts deviendra sans faute et en temps voulu son bien. Il peut y avoir différents moyens de résoudre ce problème : accorder plus largement des crédits à court terme, introduire une forme de règlement par lettres de crédit, achat de la production sur place par la banque, l'acheteur réglant ensuite celle-ci. L'entreprise qui remplit ses engagements de production et de livraison ne doit en aucun cas être exposée au risque d'avoir des difficultés économiques.

Pour A.M. Birman, tous les malheurs dans le travail de l'industrie sont, on ne sait pourquoi, liés aux seuls cas de plans mal balancés. Or il

y a aussi des cas où avec des plans bien balancés une usine travaille mal et n'a donc pas les fonds nécessaires pour tous ses paiements. D'après le schéma « ou bien - ou bien », une telle entreprise risque la liquidation. Une approche si simplifiée est inapplicable à un organisme aussi complexe qu'une entreprise (y compris tous ses rapports extérieurs).

Examinons des cas concrets. La firme Nérís (Vilnius), mise au nouveau système de planification, n'a pu assurer pendant le second semestre 1966 un travail régulier et atteindre le niveau de rentabilité fixé parce que le combinat métallurgique de Magnitogorsk ne lui a pas fourni la quantité d'acier prévue par le plan. L'usine de relais et de matériel automatique de Kiev n'a pas tenu ses engagements pour la fourniture de relais parce que l'usine de machines électriques de Iaroslav ne lui a pas livré les moteurs électriques. Rien que pendant le troisième trimestre, le chemin de fer a fourni à la firme 133 wagons de moins, ce qui a fait augmenter sensiblement les stocks de produits prêts dans les dépôts. L'usine de moissonneuses-batteuses de Taganrog, qui a reçu en juillet 195 wagons de moins, en août 392 de moins, etc., s'est trouvée dans le même cas.

Donc, il faut traiter la maladie concrète par des remèdes concrets dont aucun ne peut être une panacée. En l'occurrence, il devient nécessaire (et l'expérience de la réforme économique le montre) d'instituer des sanctions économiques en cas de non-exécution des plans de livraison de matières premières, matériaux, articles de complément, wagons de chemin de fer, d'arrêter des mesures de responsabilité matérielle des entreprises, des organes d'approvisionnement et autres organisations en ce qui concerne l'observation des délais de livraison. Et il faut le faire dès que possible ! (.....)

Certains centres de branche et ministères n'ont pas encore pu surmonter les « barrières psychologiques » des anciennes méthodes et de l'ancien système d'indices qui englobaient tout. Pour les entreprises qui travaillent dans les nouvelles conditions, ils continuent à établir « production globale », « marchandises », dépenses de prix de revient et beaucoup d'autres choses qui, comme par le passé, lient les mains des dirigeants économiques.

Nous savons que c'est de cette manière qu'on planifie le travail de l'usine Kolioutchenko de machines de construction à Tcheliabinsk, à qui le centre de branche du ministère des Constructions mécaniques pour le bâtiment et les routes non seulement dictait en 1966 tous les indicateurs du travail, mais avait apporté pendant les neuf premiers mois seize fois des modifications aux plans. Le plan du prix de revient a été modifié trois fois, celui des investissements quatre fois, le plan des versements au budget six fois et le plan financier trois fois. Quoi d'étonnant, donc, si le collectif de cette usine a tiré peu de profit de l'application pendant toute l'année du nouveau système de planification et de stimulation économique ?

(*Litératournaïa Gazeta*, n° 10, 1967).

S. KAMNITZER et B. MILNER.

Note sur les colonies de rééducation

JUSQU'A la mort de Staline, les camps de concentration soviétiques portaient le nom de « camps de rééducation par le travail ». L'appellation, devenue odieuse, a été un peu modifiée. On ne parle plus de « camps », mais de « colonies » de rééducation par le travail.

Il ne semble pas que les conditions de travail et de vie y aient beaucoup changé. Sur la foi de témoignages directs, un rédacteur de la revue polonaise *l'Antenne* (publiée en Occident) les dits « terribles ».

Margoline, auteur de souvenirs sur les camps soviétiques, a raconté dans la *Nouvelle Parole Russe* qu'il avait demandé au gouvernement soviétique un visa et l'autorisation de visiter les colonies (camps) où il fut détenu sous Staline. Il voulait voir si la vie a changé dans les « colonies » d'après Staline par rapport aux « camps » staliniens. Mais le gouvernement soviétique refusa de laisser l'écrivain visiter les colonies d'aujourd'hui. La raison du refus est claire : le gouvernement soviétique sait bien qu'un détenu des anciens « camps » ne peut pas être enthousiasmé par les nouvelles « colonies »...

Les colonies de rééducation par le travail se divisent en plusieurs catégories.

Il y en a pour mineurs de 14 à 18 ans. Avant 1958, l'âge de la « responsabilité criminelle » commençait à 12 ans, aujourd'hui à 14. Pour les filles, il y a un type de colonie. Pour les garçons, il y en a deux : de régime moins strict et plus strict.

Pour les adultes, il y a cinq catégories de colonies :

1. Colonies de régime général ;
2. Colonies de régime renforcé ;
3. Colonies de régime strict ;
4. Colonies de régime spécial.

La cinquième catégorie comprend des colonies qui portent un nom spécial et ont des contingents spéciaux : « bataillons disciplinaires pour militaires coupables ».

L'Union soviétique possède donc aujourd'hui huit catégories de « colonies de rééducation par le travail » : cinq pour adultes et trois pour mineurs.

Iou. M. Tkatchevski, licencié ès sciences juridiques, parle de cette classification officielle dans son article « Détermination de la catégorie de colonie de rééducation par le travail pour personnes condamnées à la privation de liberté ». (*Etat et droit soviétiques*, N° 2, 1963).

Où se trouvent aujourd'hui ces colonies ?

Les sources officielles n'en disent rien.

Mais les spécialistes polonais de Radio-Europe libre ont pu repérer de nombreuses colonies et ont publié ces données dans le mensuel en polonais de Radio-Europe libre, *l'Antenne*. Ces données ont été partiellement reproduites par la *Pensée Russe* (22 mai 1965).

En comparant ces renseignements et les données qui figurent dans le livre de Daiin et Nicolaevsky « *Le travail forcé en Russie soviétique* » (paru en 1948), on constate que ces colonies se trouvent pour la plupart à l'emplacement des anciens camps staliniens de 1945-47, à savoir : dans le nord de la Russie ; à Arkhangelsk, à Vorkouta, à la Nouvelle-Zemble et autres régions de l'extrême nord ; entre l'Oural et la Caspienne ;

près de Sverdlovsk ; au Caucase ; en Russie centrale, dans le désert de Karakoum ; en Sibérie ; en Extrême-Orient, à Kamtchatka.

Ces colonies sont les anciens camps, sous un autre nom seulement.

Les détenus des colonies post-staliniennes exécutent pour l'essentiel les mêmes travaux que leurs prédécesseurs des camps staliniens : ils travaillent dans les mines, à la construction de routes, d'ouvrages souterrains, de tunnels, à la construction d'aérodromes, de canaux, à la prospection pétrolière, dans les exploitations forestières, etc.

La plupart des auteurs de recherches sur les camps staliniens s'accordaient pour dire que le nombre permanent de détenus y était de 10 à 15 millions. Combien de détenus y a-t-il aujourd'hui dans les colonies post-staliniennes ? La presse soviétique se tait là-dessus. La publication polonaise ne parle que des détenus polonais.

Une source soviétique effleure cette question d'une façon confuse. On lit en effet dans une revue juridique soviétique : « ... d'après les données absolues, le nombre de personnes condamnées à de longues peines de privation de liberté a baissé de trois fois par rapport à 1958, c'est-à-dire la période précédant la promulgation des nouvelles bases de la législation criminelle ». (*L'Etat et le Droit Soviétiques*, N° 8, 1963, p. 47).

Mais cette baisse du « nombre de personnes condamnées à de longues peines de privation de liberté » est la conséquence directe de la réduction de la durée des peines : avant 1958, une longue peine de détention allait de 10 à 25 ans, depuis 1958 elle est de 10 à 15 ans.

Quant aux peines courtes, elles sont restées inchangées pour l'essentiel après 1958. Les revues juridiques rapportent des cas de pratique judiciaire comme celui-ci : un invalide de Moscou est condamné par les tribunaux à un an de détention dans une colonie pour « menu pillage des biens de l'Etat » ; pour hooliganisme, les peines vont de un à quatre ans de détention dans une colonie.

Ainsi l'auteur de l'article qui connaît les statistiques secrètes sur les détenus, indique qu'il y a aujourd'hui dans les colonies trois fois moins de détenus condamnés à de longues peines qu'il n'y en avait dans les camps staliniens. Mais il ne dit pas si le nombre total des détenus a diminué dans les colonies par rapport aux anciens camps.

Les données de la publication polonaise *l'Antenne* montrent qu'outre des citoyens soviétiques, il y a aussi dans les colonies des habitants d'autres pays qui y purgent leur peine : Polonais, Tchèques, Hongrois, Allemands, Bulgares, Roumains, Finlandais.

Au sujet des Polonais, la revue dit : « Parmi les Polonais, la plupart sont d'anciens membres du mouvement insurrectionnel anti-hitlérien qui faisaient partie il y a vingt ans de l'organisation anticomuniste polonaise ».

Les détenus des autres pays purgent sans doute aussi leurs peines depuis les premières années de l'après-guerre, époque où ils étaient condamnés au maximum de la peine, 25 ans de détention dans un camp.

T. TCHOUGOUNOV.

Considérations sur les forces militaires de l'Union Soviétique

DU 26 octobre 1957, date de la « liquidation » politique du maréchal Georges Joukov, membre suppléant du Bureau politique et ministre de la Défense nationale, jusqu'au 31 mars 1967, ce fut le maréchal Rodio Malinovski qui assumait les fonctions de ministre de la Défense : il n'était que membre du Comité central, et, dans le gouvernement, il n'avait pas titre ni rang de vice-président. N'appartenant ni au Bureau politique, ni à l'espèce de cabinet restreint qu'est le praesidium du Conseil des ministres, il ne jouait donc pas les premiers rôles.

RENOUVELLEMENT DU COMMANDEMENT

Au cours de ces dix années, tous les grands capitaines de la seconde guerre mondiale ont quitté l'un après l'autre le service actif. Que sont-ils devenus ? Quelques-uns ont été écartés de toute activité, tel le maréchal Alexandre Vassilevski, dernier ministre de la Défense du temps de Staline. D'autres font partie d'un « Groupe des inspecteurs au ministère de la Défense », institution créée à leur intention vers 1962. Le maréchal Ivan Koniev en est le chef. En font partie des militaires de premier plan tels que les maréchaux André Eremenko, Constantin Rokossovski, Vassily Sokolovski.

Les membres du « groupe des inspecteurs » jouent-ils encore un rôle ? Ils font tous partie du comité central du parti ; à part cela, le silence se fait peu à peu autour de leur nom. On a parlé à nouveau du maréchal Sokolovski, en janvier 1966, lorsqu'il a accompagné, en qualité d'expert militaire, le chef du gouvernement soviétique, Alexis Kossyguine, à la conférence de Tachkent, mais il s'agit là d'une exception.

Le « groupe des inspecteurs » va se grossir sans doute, dans le cadre du remaniement intervenu au ministère de la Défense, après la mort de Malinovski et la nomination à sa place du maréchal André Gretchko.

Plusieurs maréchaux qui jusqu'ici occupent encore des postes actifs sont, en effet, atteints par la limite d'âge.

Le maréchal Matveï Zakharov, premier vice-ministre de la Défense et chef de l'Etat-Major Général des forces armées, approche de ses 70 ans. C'est en prévision de son prochain départ, vraisemblablement que le général Serge Sokolov, jeune militaire de la vague montante, a été nommé premier vice-ministre de la Défense. Il a brûlé les étapes. Sokolov était jusqu'ici commandant de la région militaire de Léninegrad. Zakharov qui avait été à la tête de cette région militaire, de janvier 1955 à novembre 1957, avait collaboré étroitement avec Sokolov qui était alors son adjoint.

L'U.R.S.S. compte deux autres premiers vice-ministres de la Défense : l'amiral de la flotte, Serge Gorchkov, commandant en chef de la ma-

rine de guerre, et Ivan Yakoubovski, promu au moment de sa nomination, le 12 avril 1967, maréchal de l'U.R.S.S. Ce dernier est destiné, vraisemblablement à remplacer le maréchal André Gretchko, devenu ministre, au poste de commandant en chef des forces armées unifiées des pays du traité de Varsovie.

A l'échelon inférieur, parmi les six vice-ministres, on trouve aussi des candidats au havre paisible du « groupe des inspecteurs ». Ils sont deux, ou même trois.

— Le maréchal Ivan Bagramian, vice-ministre de la Défense depuis 1956, spécialiste des chars, a plus de 70 ans. Depuis le 14 janvier 1960 il est chargé, en tant que vice-ministre, de l'organisation de l'arrière. On avait sans doute besoin de sa grande expérience pour réorganiser, après les réductions des effectifs intervenus dans les années précédentes, cette importante branche de la vie militaire. Mais sa carrière active touche à sa fin.

— Le maréchal Vassily Tchouykov est atteint, lui aussi, par la limite d'âge. Il a 68 ans. Ancien commandant en chef du groupe des armées soviétiques en Allemagne, ancien commandant en chef des forces terrestres de l'U.R.S.S., il a été chargé, le 13 février 1966, dans le cadre de ses fonctions de vice-ministre, d'un commandement nouveau, celui de la défense civile. Là encore il fallait sans doute un vieux chef expérimenté, ayant exercé d'importants commandements au cours de la deuxième guerre mondiale, pour organiser des services qui, à l'âge atomique, revêtent une importance primordiale.

Le successeur éventuel de Bagramian ou de Tchouykov est déjà dans la place. C'est le général d'armée Ivan Pavlovski, nommé le 12 avril 1967, vice-ministre de la Défense, sans attributions bien définies. Jusqu'alors il était commandant de la région militaire d'Extrême Orient.

Le troisième chef appelé à rejoindre dans un avenir proche le « groupe des inspecteurs » est le maréchal Cyrille Moskalenko. Il n'a que 65 ans. Mais sa situation paraît imprécise, sinon chancelante. Vice-ministre de la Défense depuis le 25 octobre 1960, il était à cette époque commandant des unités de fusées stratégiques. Il a été écarté de ce poste d'importance exceptionnelle en avril 1962. Sa carrière active semble donc toucher à sa fin.

Les trois autres vice-ministres sont des hommes encore jeunes. Ils ont percé après la guerre :

Ce sont :

— le maréchal d'aviation Constantin Verchinine, commandant en chef de l'aviation militaire ;

— le général d'armée Valentin Renkovski, chargé de la préparation des troupes de combat ;

— le général colonel Alexis Komarov, chargé de la construction des cantonnements.

Outre ces mutations qui s'expliquent avant tout par la relève des générations, la haute hiérarchie militaire connaît d'autres modifications dues, elles, à l'évolution de l'art militaire, et à l'apparition de nouvelles armes, lesquelles entraînent, dans une certaine mesure l'élimination de l'armement hier classique.

Ainsi s'explique qu'à côté de la D.C.A. (commandant en chef : Vladimir Soudetz, maréchal de l'Air), de l'Artillerie (commandant en chef Constantin Kazakov, maréchal d'artillerie), des Blindés (commandant en chef : Paul Polouboïarov, maréchal des blindés), d'autres commandements aient surgi depuis 1960. Ce sont :

— les unités de fusées tactiques (commandant en chef le maréchal d'artillerie Constantin Kazakov, qui est aussi à la tête de l'artillerie) ;

— les unités de fusées stratégiques (commandant en chef le maréchal Nicolas Krylov) ;

— les troupes aéroportées (commandant en chef le général Victor Marguelov) ;

— les unités de fusées de la D.C.A. (commandant en chef le général Michel Ouharov) ;

— les unités radiotechniques de la D.C.A. (commandant en chef le général Victor Droujinine) ;

— les unités aériennes de la marine de guerre.

Toutes ces armes jouissent d'une grande autonomie en temps de paix. Chacune a son propre Etat-Major.

AU BUREAU POLITIQUE

Bien entendu, ces militaires ne sont, en tant que tels, que des exécutants. La direction de l'ensemble revient au Politbureau, où les décisions politico-militaires sont prises, et au praesidium du Conseil des Ministres, chargé de l'exécution de ces décisions.

Au lendemain de la mort du maréchal Malinovski, l'*Etoile Rouge*, organe du ministère de la Défense, mettait en relief une fois de plus cette prééminence du parti sur l'armée (6 avril 1967) :

« Seul le parti est capable d'apprécier pleinement la complexité et l'exceptionnelle importance de la situation mondiale, de la définition de la tactique et de la stratégie, des décisions à prendre à une époque où il est admis que la prochaine guerre, si elle a lieu, sera une guerre nucléaire ».

« Seul le parti et son comité central sont en mesure de définir une doctrine militaire et de structurer l'armée et la défense du pays, en se plaçant dans l'optique d'une éventuelle guerre nucléaire ».

« Seul le parti, gardant une vue d'ensemble sur tous les besoins économiques du pays et de la société soviétique, est en mesure de pratiquer une juste politique de renforcement de la capacité défensive de l'U.R.S.S., dans ses aspects notamment économiques et industriels ».

« C'est au parti, enfin, qu'il incombe d'inculquer au peuple et à l'armée soviétiques l'état d'esprit politico-moral et psychologique que la nation doit nourrir, face aux armées des agresseurs impérialistes ».

La nouveauté, au moins relative, de la situation présente, c'est qu'on a vu monter dans la hiérarchie du Parti et accéder à son sommet un militaire, Dimitri Oustinov qui semble bien représenter au Politbureau l'esprit de la nouvelle armée comme Joukov un temps y représenta celui de l'ancienne.

Dimitri Fedorovitch Oustinov, général-colonel des troupes du génie, fut nommé, le 11 juin 1941, commissaire du peuple à l'industrie de la Défense. Né le 29 octobre 1908, il n'avait donc à l'époque que 33 ans. Les responsabilités qui lui incombaient étaient redoutables. Dix jours après sa nomination, les divisions allemandes franchissaient la frontière et fondaient sur Moscou et Leningrad. L'industrie de guerre de l'U.R.S.S., déjà très en retard en raison des purges staliniennes, qui avaient décimé l'élite des cadres, était plongée dans le chaos par l'avance allemande. Oustinov parvint à doter son pays d'un armement puissant et moderne, dont la fameuse « Katioucha ». Il fut donc l'un des artisans de la victoire.

Oustinov resta à la tête de son département de l'industrie de la Défense pendant presque 17 ans. Sa gestion sera marquée par la création de l'armement atomique, par les préparatifs également de l'envoi dans l'espace des premiers cosmonautes.

Lorsque le maréchal Joukov qui, selon la *Pravda*, considérait « le domaine militaire comme son fief personnel », quitta l'arène, l'ascension d'Oustinov commença. Il laissa le 14 janvier 1957 son département de l'industrie de la défense, pour devenir vice-président du Conseil des Ministres. Il avait le pas sur Malinovski, successeur de Joukov au ministère de la Défense. Désormais, l'armement de l'ère atomique et la nouvelle doctrine militaire qui en découle, représentés par Oustinov, priment sur l'armement conventionnel et sur la vieille doctrine militaire, fondée sur l'expérience de la deuxième guerre mondiale, dont Malinovski était le représentant-type. Au sein du Praesidium du Conseil des Ministres c'est Oustinov, en tant que vice-président du Conseil, et non Malinovski, qui impose les décisions à prendre dans les moments graves (par exemple lors de la crise cubaine de novembre 1962).

Sous l'impulsion d'Oustinov, la caste des techniciens occupe progressivement des positions-clés, à la tête des nouveaux ministères et comités d'Etat, dont la formation est nécessitée par la rapide évolution du potentiel militaire et de la doctrine militaire. Oustinov a désormais à ses côtés, dans les conseils gouvernementaux toute une équipe d'hommes qu'il a formés. Ce sont : Efome Slavski, ministre de la construction de machines moyennes (industrie de l'armement atomique), Serge Afanasiev, ministre de la construction générale de machines (chars d'assaut), Boris Boutoma, ministre de l'industrie de constructions navales, Constantin Roudnev, Léonid Smirnov et Serge Zverev qui occupent successivement le poste de ministre de l'industrie de la Défense, Alexis Antonov, ministre de l'industrie électronique (venu récemment en France), Alexandre Chokine, ministre de la technique électronique, et quelques

autres. Ces hommes deviennent, l'un après l'autre, membres du Comité central.

Ils ont moins de chamarrure que les maréchaux et les amiraux, mais, s'ils sont plus modestement vêtus, ces nouveaux venus ont au moins autant et sans doute plus d'esprit de corps qu'ils n'en avaient. Tout porte à croire qu'ils se tiennent les coudes et que, tout en respectant les règles du parti, ils entendent s'y faire une place, imposer leurs vues.

Après la chute de Khrouchtchev en octobre 1964, Oustinov devint secrétaire du Comité central (26 mars 1965) puis membre suppléant du Politbureau (7 avril 1966). Le voici maintenant revêtu des pouvoirs qui, dix ans plus tôt, étaient ceux du maréchal Joukov. Oustinov siège en effet dans les deux cénacles du régime — Politbureau et Secrétariat — où les décisions sont prises. Installé au sommet de la pyramide, il continue à diriger l'ensemble de la formidable machine militaire.

Lorsqu'en janvier 1966, l'U.R.S.S. décide d'accorder une aide militaire accrue au Nord-Vietnam, Oustinov se rend personnellement sur les lieux en compagnie de son collègue du Politbureau et du Secrétariat, Alexandre Chelepine, qui a la haute main sur toutes les polices du régime. La rivalité et l'animosité entre policiers et militaires ne s'est pas estompée depuis la disparition de Beria et la fin de la terreur. Oustinov est là pour contrebalancer Chelepine.

C'est par Oustinov (Politbureau, Secrétariat) et de là par Léonid Smirnov (Présidence du Conseil) que les décisions en matière militaire sont transmises dans les ministères, dans la direction politique principale des forces armées, dans la section militaire du Comité central (que dirige un obscur mais influent fonctionnaire, dont il n'est jamais question et qui se nomme Ivan Dimitriévitch Serbine), ainsi que dans les organisations paramilitaires telles que le D.O.S.A.A.F. — société de coopération volontaire avec l'armée, l'aviation et la marine.

LA DIRECTION POLITIQUE DE L'ARMÉE

L'organisme chargé de maintenir les militaires dans la ligne marxiste, est la direction politique principale des forces armées de l'U.R.S.S. À l'époque du maréchal Joukov, qui entendait tout subordonner à son autorité, il s'appelait : *direction politique principale du ministère de la Défense*. Joukov pensait et disait ouvertement que la première tâche d'un officier et d'un soldat est de savoir manier un fusil et non celle d'étudier le marxisme. Aussi, durant son ministère, l'instruction idéologique des militaires était-elle presque tombée à zéro. Les cellules du Parti et du Komsomol étaient plongées dans l'inaction.

Après le limogeage de Joukov, la direction politique fut réorganisée. Le général Alexis Jeltov, trop docile aux méthodes de Joukov, fut remplacé par le maréchal Philippe Golikov (1958-1962) puis par le général d'armée Alexis Epichev. Ce dernier, qui ne dépend pas du ministre de la Défense, mais directement de la présidence du Conseil, est doté de pouvoirs considérables. Face à la Chine, dont les critiques

à l'adresse des « révisionnistes » de Moscou deviennent chaque jour plus acerbes, Epichev doit inculquer aux troupes le vrai marxisme-léninisme. Il dispose d'un appareil considérable, chaque armée, chaque région militaire ayant sa direction politique, et à l'échelon en dessous — chaque unité — sa section politique. Ces organismes doivent surveiller quotidiennement la façon de penser, les réactions politiques et les réflexes de chaque militaire. Ces sections politiques ont, en vérité, fort à faire...

Epichev, qui a succédé au maréchal Golikov, le 22 mai 1962, apporte avec lui de nouvelles méthodes de persuasion. Il entend que « la grande muette » sorte de son silence. Des lettres d'officiers, de soldats et de marins, « marxistes conscients », sont fréquemment publiées dans *l'Etoile Rouge*.

Lorsqu'on se hasarde à pousser plus loin pour connaître l'état d'esprit des militaires, les choses se gâtent...

Le 26 décembre 1962, sur l'initiative d'un groupe d'élèves-officiers d'une école de guerre d'Extrême-Orient, un débat est organisé dans les colonnes de *l'Etoile Rouge* sur le thème : « *En quoi consiste la beauté du service militaire* ».

Pour motiver son initiative, ce groupe écrit notamment : « *Certains élèves-officiers ont écrit à la Direction de l'École pour offrir leur démission. Ils considèrent qu'à l'heure actuelle la profession d'officier, bien qu'utile, n'est pas intéressante et que n'importe quelle profession civile est plus belle. Nous avons eu beau leur expliquer que de telles idées laissent percer le pacifisme, que parler de la beauté du devoir militaire, pour la défense de la Patrie, ne signifie nullement prêcher le militarisme, les sceptiques n'ont pas été convaincus* ».

Cinq jours après, dans le cadre de ce débat, *l'Etoile Rouge* publie la lettre d'un matelot de la flotte du Nord, qui écrit : « *Depuis plus de deux ans que je sers dans la marine de guerre, j'avoue que je n'ai encore constaté aucun aspect romantique à ma tâche. Il n'y a pas de beauté dans le service militaire ; ce qu'il y a c'est le devoir. Chacun de nous l'accomplit à sa façon. L'un dissimule son cafard par de belles paroles, l'autre recherche l'oubli dans les sensations fortes, le troisième ne pense à rien et se dit : « il faut que ce soit ainsi ; un point, c'est tout »* ».

Après la publication de cette lettre, le débat dans *l'Etoile Rouge* fut interrompu.

Epichev ne parvient pas à enrayer la désaffection envers la doctrine marxiste, le scepticisme et le désenchantement qui se manifestent parmi les militaires de tous grades. Pourtant la presse foisonne d'articles patriotiques, d'évocations de diverses péripéties de la guerre germano-soviétique ; généraux, maréchaux et amiraux publient leurs Mémoires qui sont diffusés à grands tirages. Pourtant, en marge de l'optimisme officiel, des notes amères continuent de se faire entendre. « *Les médaillés militaires soviétiques ne veulent plus porter leurs décorations, parce que les jeunes les tournent en ridicule* », affirme le 12 mars 1965 à la télévision de Moscou l'écrivain Serge Smirnov. Il

déclara s'appuyer sur plus d'un millier de lettres qu'il avait reçues à ce sujet.

EFFECTIFS ET CADRES

L'armée soviétique, sur laquelle la direction politique et les cellules du Parti et du Komsomol étendent leur vaste toile d'araignée, est l'une des plus nombreuses du monde. « Les effectifs des forces armées de l'U.R.S.S. représentent actuellement 2.423.000 hommes » déclare le 23 février 1965 le maréchal Vassily Sokolovski. Il ajoute que « une nouvelle réduction du nombre des effectifs est possible ».

Selon la Constitution de l'U.R.S.S., le service militaire constitue pour tous les citoyens de l'U.R.S.S. « une obligation légale » (article 132), en même temps qu'« un devoir sacré » (article 133).

En règle générale, les jeunes gens sont appelés sous les drapeaux à 19 ans et un an plus tôt, s'ils sont titulaires d'un diplôme d'enseignement secondaire. La durée du service militaire est la suivante :

— *Armée de terre* : 2 ans pour les soldats et 3 ans pour les sous-officiers. (Réserve : 1^{er}, jusqu'à 35 ans ; 2^e, jusqu'à 45 ans ; 3^e, jusqu'à 50 ans).

— *Aviation* : 3 ans pour les soldats et même durée pour les sous-officiers.

— *Gardes-côtes et défense côtière* : 4 ans pour les soldats et sous-officiers.

— *Marine* : 5 ans pour les matelots et sous-officiers.

Des sursis peuvent être accordés aux soutiens de famille ainsi que pour des raisons de santé.

Pour former l'élite de ses officiers, l'U.R.S.S. a créé de nombreuses Académies militaires. Elles sont dotées d'un bon personnel enseignant et équipées d'une façon moderne.

Les plus anciennes portaient les noms de dirigeants réputés du régime (certaines ont dû être débaptisées depuis) : Académie Militaire Supérieure Kliment Vorochilov, Académie d'Artillerie Felix Dzerjinski, Académie Militaire Supérieure Frounzé, Académie Politico-Militaire Vladimir Lénine, Académie des Troupes Blindées Joseph Staline, Académie Militaire de l'Arrière et du Ravitaillement Viatcheslav Molotov, Ecole Supérieure du Génie Maritime Militaire Felix Dzerjinski, Académie de l'Aviation Militaire professeur N.E. Joukovski.

A celles-là viennent s'ajouter : Académie Militaire de l'Etat-Major des forces armées de l'U.R.S.S., Académie d'artillerie radiotechnique (située à Kharkov), Académie Militaire de la D.C.A., Académie Militaire d'Artillerie, et parmi d'autres — il serait long de les citer toutes — l'Institut Militaires des Langues Etrangères.

La formation militaire donne-t-elle des résultats satisfaisants ? Le régime n'est pas prodigue en révélations. Toutefois, il ressort des déclarations de certains chefs que l'adaptation aux nouvelles techniques n'a pas toujours été facile. Ainsi le général d'armée Ivan Yakoubovski (élevé depuis au maréchalat) qui à l'époque était commandant en chef des troupes

soviétiques en Allemagne de l'Est, déclarait le 8 juin 1963 dans l'*Etoile Rouge* :

« Un contrôle récent a montré que certains officiers, particulièrement les jeunes, s'en tiennent encore à l'opinion que plus le matériel militaire est perfectionné, moins important devient le rôle de l'homme. Ils pensent que d'intelligents mécanismes automatiques feront tout ce qu'il faudra et ils en tirent la conclusion que l'essentiel et de savoir presser un bouton au bon moment, en faisant coïncider des données indicatives ».

« Aussi, certains officiers n'étudient-ils pas assez sérieusement les caractéristiques militaires des armements nucléaires et chimiques. Une pareille attitude d'un certain nombre d'officiers servant sous mes ordres, y compris à l'Etat-Major, est le fait de gens qui visiblement ne se représentent pas la nature d'un combat moderne ».

L'adaptation a dû se perfectionner depuis. Mais, à en juger par les sources soviétiques mêmes, le territoire soviétique n'est pas invulnérable, malgré les formidables moyens d'action mis sur pied par le Kremlin. Ainsi, trois experts soviétiques — MM. Bagionian, Chourchalov et Charmazanachvili — déclarent le 20 mai 1960 dans la *Pravda* : « De 1953 à 1956, les avions des U.S.A. ont violé l'espace aérien de l'U.R.S.S. 113 fois et celui des pays de démocratie populaire 211 fois. Ensuite, ces tentatives ne se sont pas arrêtées ».

LA PREPARATION MILITAIRE

Dans le système militaire de l'U.R.S.S., les organisations para-militaires de la jeunesse occupent une place spéciale.

Il s'agit, avant tout de la D.O.S.A.A.F. — association de volontaires pour la coopération avec l'armée. Fondée en 1951, la D.O.S.A.A.F. groupe des millions de membres et tend à populariser les sports de caractère militaire et technique parmi la jeunesse. Des chefs militaires, des pilotes de l'aviation et des cosmonautes y sont formés.

La D.O.S.A.A.F. a fait un premier « bond en avant » considérable en été 1962 à la suite de son 5^e congrès. Elle prit à ce moment-là l'engagement de former annuellement un million de spécialistes pour les besoins militaires et économiques de la défense du pays. Le bimensuel *La vie du parti* souligne, le 23 août 1962, l'importance de « la contribution que peuvent et doivent apporter à la réalisation de cette tâche les officiers et généraux de réserve ».

« A l'heure actuelle — indique-t-elle — la D.O.S.A.A.F. compte des dizaines de millions d'adhérents, ses cadres sont au nombre de 8 millions environ. Au cours des dernières années, l'organisation s'est enrichie de 1.700 clubs qui ont été dotés d'excellents avions et planeurs d'entraînement, de parachutes perfectionnés, de voitures et motocyclettes de course, etc. Ses cours se chiffrent par milliers et forment les meilleurs spécialistes de toutes les innovations techniques apportées à l'aviation, la marine de guerre, la radio, l'électronique, les transports

routiers. L'année dernière seulement les membres de l'organisation ont mis au point quelques 15.000 appareils électroniques et de radio, dont un nombre considérable a été adopté ».

La revue indique, enfin, que l'une des principales tâches de la D.O.S.A.A.F. consiste à « entraîner la population à se servir des moyens de défense passive contre les armes atomiques, chimiques et bactériologiques ». Cet entraînement que la D.O.S.A.A.F. mène en coopération avec la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge — ajoute-t-elle — laisse cependant à désirer dans les campagnes, où la population n'a encore assimilé qu'imparfaitement la technique appropriée.

Le 19 mai 1966, le Comité central du parti et le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. promulguèrent un décret portant développement de la D.O.S.A.A.F. C'était l'heure où les rapports avec la Chine allaient aborder une phase critique, la révolution culturelle chinoise commençant. « Devant l'agressivité croissante de l'impérialisme — est-il dit dans le décret — il est devenu indispensable d'accroître l'intérêt pour tout ce qui touche au renforcement de la défense du pays. Le niveau des activités ayant trait à la défense ne répond pas actuellement aux exigences ».

Aux termes du décret, les études sur l'art militaire et l'entraînement physique et technique seront développées et le nombre des clubs et des stades sera encore augmenté.

Le rapport du général d'armée André Guetman, président de la D.O.S.A.A.F. publié à la même date, souligne qu'« il est nécessaire de relever le niveau de propagande militaire chez les jeunes, car l'envergure et le niveau de la défense civile parmi eux ne répondent pas encore aux exigences actuelles ».

Les sanctions ne se font d'ailleurs pas attendre. Notamment pour le général Serge Chatilov, premier vice-président du comité directeur de la D.O.S.A.A.F., qui est libéré ce même 19 mai 1966 de ses fonctions « sur sa demande ». Ce comité directeur comprend 135 membres et notamment les maréchaux Constantin Rokossovski et Semione Boudenny.

La D.O.S.A.A.F. n'est pas l'unique organisation paramilitaire des jeunes en U.R.S.S. La tension sur les frontières asiatiques du pays a incité le Kremlin, surtout à partir de 1964, à créer de nouvelles formes de collaboration des jeunes avec l'armée.

La formule mise au point en 1964 est à moitié militaire, à moitié policière. Il s'agit des détachements de « jeunes amis des garde-frontières » formés en Asie Centrale et dans l'Extrême Orient soviétique. En temps de paix ces « jeunes amis » doivent aider les unités frontalières du K.G.B. à traquer les individus qui traversent illégalement les frontières pour des motifs de contrebande ou dans des buts politiques.

Ces détachements sont composés uniquement d'écoliers et d'étudiants. Le général G. Diesnitsky donne quelques précisions sur leur compte dans « L'Etoile Rouge » du 9 avril 1965 :

« Ces unités sont entraînées par des offi-

ciers soviétiques détachés de la garde des frontières. Elles opèrent en formation, en uniformes de combat, avec armes, chiens et postes-radio, le long des frontières de l'U.R.S.S. avec l'Afghanistan et la Chine ».

« Ces jeux guerriers sont une excellente préparation au service militaire et développent les qualités de patriotisme et de vigilance au sein des écoliers ».

« Le programme des manœuvres effectuées périodiquement, comprend des patrouilles sur la frontière, la reconnaissance des traces laissées par les animaux et les hommes, des entretiens sur l'arrestation des passeurs de frontière, le dressage des chiens, le travail sur les postes-radio, le maniement de la carabine et du masque à gaz, le franchissement d'un « mur du combattant » et des exercices d'arrestation d'espions ».

« L'effectif idéal de chaque formation — ajoute le général — est de 50 membres, divisés en espions-éclaireurs, radaristes, tankistes et snippers ».

Le général Diesnitski préconise en conclusion la formation d'un Etat-Major commun de ces unités paramilitaires, capable de mieux coordonner les travaux d'instruction.

LA LOGISTIQUE

L'organisation de l'arrière joue un rôle considérable dans l'actuel système militaire de l'U.R.S.S. Le maréchal Ivan Bagramian, vice-ministre de la Défense, qui a réorganisé ce secteur à partir de janvier 1960, donne dans les *Izvestia* du 27 novembre 1966, des précisions à ce sujet.

« L'arrière des forces armées soviétiques est aujourd'hui une vaste organisation, qui ne rappelle que de loin l'ancienne « intendance » de 1918 ou même de 1941 ».

« Chacune des armes composant l'armée soviétique (fusées, troupes de terre, D.C.A., aviation et flotte) dispose de ses propres arrières. A l'échelle de la division, les troupes disposent de réserves et munitions, incorporées pour 3 à 5 jours de combat ».

« L'arrière des forces soviétiques est commandé par un corps d'officiers, formé à l'Académie de l'Arrière et du Transport et à l'Académie Militaire de Médecine ».

« L'arrière dispose en outre de ses propres entreprises agricoles : quelques dizaines de « sovkhoses militaires » (fermes de l'Etat) essentiellement répartis à la frontière de l'Asie Centrale, le long de l'Océan Arctique et en Extrême Orient ».

« Dans le pourcentage des moyens de transport utilisés pour l'acheminement des troupes et de l'approvisionnement (essentiellement munitions et carburants) les véhicules motorisés entrent pour 35-40 %, les avions pour 10-12 %, les oléoducs pour 15 %. Les voies ferrées demeurent le moyen de transport le plus important ».

« Tout pays, même très grand — conclut le maréchal — peut être de nos jours détruit par une attaque thermo-nucléaire. Mais de l'intérieur même du pays une riposte est possible, si le gouvernement de cet Etat dispose des

moyens correspondants. Ainsi la limite entre les notions classiques du front, d'une part, et de l'arrière, d'autre part, tend à s'effacer ».

Deux idées maîtresses, qu'on attribue généralement à Oustinov et à son équipe de grands techniciens militaires, se dégagent de ce texte :

— organiser le potentiel militaire de l'U.R.S.S. de telle sorte qu'en cas d'une brusque attaque thermo-nucléaire sur le territoire soviétique, un coup de riposte thermo-nucléaire soit possible ;

— doter en conséquence les différentes armes d'une autonomie suffisante pour que, même dans le cas de la brusque destruction du cerveau central des forces armées, les différentes armes soient en mesure de poursuivre leur action, sans perdre une minute précieuse et pendant une assez longue durée.

Le principal dispositif militaire soviétique est tourné maintenant vers la frontière chinoise. Selon les sources de Pékin, le dispositif militaire soviétique en Asie Centrale (région militaire du Turkestan, Mongolie Extérieure, région militaire du Transbaïkal) et en Extrême Orient, aurait été renforcé au cours de 1966 de 30 divisions.

La région militaire du Turkestan, qui englobe les quatre républiques soviétiques d'Asie Centrale (Ousbekistan, Kirghizie, Turkménie, Tadjikistan) et le Kazakhstan, a une frontière commune avec la Chine (région du Sing-Kiang notamment) où se trouvent les centres atomiques chinois. La frontière avec le Sing-Kiang ressemble de plus en plus à un front de guerre. Périodiquement des flots de fuyards appartenant aux minorités ethniques du Sing-Kiang quittent ce territoire pour venir se réfugier en U.R.S.S. Dans ces circonstances de vrais combats frontaliers s'engagent entre Soviétiques et Chinois.

La région militaire du Transbaïkal située en bordure de la Mongolie Extérieure, constitue comme une seconde ligne d'un théâtre éventuel d'opérations militaires. En effet, une fois Oulan-Bator aux mains des Chinois, la route serait ouverte directement sur Irkoutsk, grand centre de la Sibérie Orientale situé sur la rive nordique du lac Baïkal. Comme l'*Etoile Rouge* et la presse l'ont attesté à maintes reprises, le commandement de la région militaire du Transbaïkal demeure en contact permanent avec le commandement de l'armée mongole, du groupe d'armée soviéto-mongole plutôt, car depuis 1964 de nombreuses unités soviétiques sont venues renforcer les unités mongoles, à l'intérieur du territoire et surtout le long de la frontière chinoise.

Au-delà du « bouclier mongol » l'U.R.S.S. a une frontière commune avec la Chine en Extrême-Orient où Blagovestchensk, Khabarovak et Vladivostok sont à la portée de l'artillerie chinoise. Une « ligne Maginot » imposante a été édiflée du côté soviétique le long de cette frontière. Les principaux dirigeants de l'U.R.S.S. sont venus personnellement inspecter les fortifications ainsi que les unités et les équipages de la flotille du fleuve Amour. Là

aussi les coups de feu et les incidents frontaliers se multiplient.

Il est curieux qu'à cette même date du 27 novembre 1966, où le maréchal Bagramian faisait étalage dans les *Izvestia* du potentiel militaire ultra-moderne de son pays, toute la presse chinoise publiait l'article d'un certain caporal Wang Tao Min qui donne la mesure de la différence dans les conceptions militaires des deux géants du monde communistes, désormais dressés l'un contre l'autre :

« La baïonnette, plus que la bombe atomique, est l'arme de demain. Le président Mao Tsé-toung nous a dit qu'il fallait nous préparer à des combats populaires, à des combats au corps à corps, à des combats nocturnes. Dès le début de combats de ce genre, l'ennemi nous trouvera derrière lui, devant lui, mêlé à lui. A ce moment il ne pourra plus lancer de bombe atomique, puisque ses propres hommes ne seraient pas épargnés. Quel que soit sa puissance, la bombe atomique ne décidera pas de l'issue du combat. Le combat sera conclu par la conscience politique, par la bravoure des hommes, par le duel à la baïonnette et à la grenade ».

Selon certaines sources, un commandement en chef unifié d'Extrême-Orient a été rétabli par le gouvernement de Moscou. Le maréchal Rodio Malinovski, récemment décédé, avait occupé ce poste dans les années de l'après-guerre. Le commandant en chef des forces armées d'Extrême-Orient aurait sous ses ordres les unités des régions militaires du Transbaïkal, de la région militaire d'Extrême-Orient et le groupe d'armées soviéto-mongoles.

Ce qui est certain, c'est que les régions militaires en bordure de la Chine vivent dans un état d'alerte permanent. A ce sujet l'*Etoile Rouge* du 16 août 1964 donne quelques précisions :

« Des « villes militaires », échappant à l'administration civile, existent dans les régions frontalières « cruciales » — révèle le quotidien des forces armées —. Ces « villes militaires » ont été créées là où la patrie soviétique a confié à ses défenseurs la mission de monter une garde permanente ».

« Certaines d'entre elles sont situées en des lieux ingrats et peu habitables : dans les neiges du cercle arctique, les sables du désert, dans les forêts ou sur les monts ».

« Ces « villes militaires » disposent de tout le confort de la vie moderne, leurs rues sont plantées d'arbres (13.000 plantations au cours des deux dernières années). Les militaires y disposent de cinémas, de clubs, de « camps de pionniers » et de toutes les distractions nécessaires ».

Le lieu où habitent et travaillent les cosmonautes de l'U.R.S.S. — « *bourgade stellaire* » (« *Zvezdny Gorodok* ») non loin de Moscou — est le modèle sur lequel sont calqués ces sortes d'ermitages de l'ère atomique.

LES FORCES DE POLICE

La garde des frontières se trouve compliquée du fait de la rivalité, voire de l'hostilité entre les forces armées proprement dites et les

troupes de la Sécurité d'Etat, lesquelles ne dépendent pas du haut commandement et doivent être en mesure, le cas échéant, de les tenir en échec.

De qui dépendent ces troupes de la Sécurité d'Etat (K.G.B.) ? Elles ont à leur tête une direction générale autonome dont le chef est Paul Ivanovitch Zyrianov, général-colonel de la Sécurité d'Etat. Au-dessus de lui se place Vladimir Semitchasny, ministre de la Sécurité d'Etat. Lui non plus, n'est pas le chef suprême. Au-dessus de lui, un membre du Politbureau est habilité à diriger et à coordonner les activités de toutes les polices du régime. Qui est-il ? En 1966 c'était encore Alexandre Chelepine dont l'intervention avait été décisive dans l'élimination de Khrouchtchev. Depuis six mois, il a été écarté semble-t-il, de ce levier de commande. Nul ne sait si le fait est exact, ni par lequel de ses collègues du Politbureau il aurait été remplacé.

Les troupes du K.G.B. sont de trois catégories :

- troupes frontalières,
- troupes ferroviaires,
- troupes du service intérieur (maintien de l'ordre).

Ce sont les troupes frontalières du K.G.B. et non pas les unités de l'armée régulière, qui montent la garde sur les frontières mêmes. Munies d'un puissant équipement technique et de chiens policiers, elles traquent les contrebandiers et, surtout, les « ennemis du régime » qui traversent clandestinement les frontières soviétiques dans des buts de propagande ou d'activités subversives. Dans le cas d'engagements sur la frontière, ce sont les unités du K.G.B. qui font le coup de feu. Plus en retrait, hors des zones interdites, les troupes régulières des régions militaires frontalières mènent leur monotone vie de caserne, sans se douter bien souvent des événements sanglants qui se déroulent non loin d'elles.

Les troupes frontalières du K.G.B. ont leur direction politique (général-major Grégoire Zabolotny) et leur propre état-major (général-major Constantin Sekretarev). Elles vivent en vase clos, presque sans contacts avec les militaires de l'armée.

Lors de la capture d'un espion ou d'un « agent subversif » ce sont les troupes frontalières du K.G.B. qui récoltent les lauriers et les congratulations de la presse. Bien nourris, bien rétribués, ce sont les janissaires du régime. En cas de guerre, leur rôle ne serait pas de combattre, mais de constituer sur les arrières du front un rideau de protection destiné à barrer la route aux unités en débandade et aux déserteurs. Ce système avait été établi durant la guerre germano-soviétique. Ces hommes sont craints et hais.

Moins nombreuses, mais non moins importantes, les troupes ferroviaires du K.G.B. voient depuis quelque temps des tâches nouvelles s'ajouter à leur travail courant de surveillance : accompagner les trains chargés d'armement qui, par la Chine sont acheminés au Nord-Vietnam, convoier les Chinois indociles qui, partant

d'U.R.S.S. ou d'autres pays, regagnent l'Empire de Mao Tsé-toung. Lors de la grande bagarre organisée par les étudiants chinois, été 1964, à la grande gare frontalière soviéto-mongole de Naouchki, au cours de laquelle ces étudiants avaient pris d'assaut les locaux de la gare, les troupes ferroviaires du K.G.B. s'étaient laissées déborder et tenir en échec pendant plus de 24 heures. Elles ont été renforcées depuis.

Les troupes du service intérieur du K.G.B. — les plus nombreuses de loin — constituent une véritable armée d'élite du régime. On en parle fort peu. Lors de la revue du 1^{er} mai 1967 sur la place Rouge, leur participation au défilé a été mentionnée à titre exceptionnel par le speaker de Radio-Moscou. Est-ce par inadvertance ou par mesure d'intimidation ?

Ce sont ces troupes qui ont été chargées de mater les troubles survenus plusieurs fois à l'intérieur du pays depuis la mort de Staline. Il en a été ainsi en été 1963 à Novotcherkask où une manifestation anti-gouvernementale avait dégénéré en véritable soulèvement. Les unités de l'armée régulière ayant refusé d'ouvrir le feu, ce sont les unités du service intérieur du K.G.B. qui sont intervenues dans les rues de la ville en faisant usage de chars.

Habillés en civils, les hommes des troupes du service intérieur ont acquis depuis 1965 une grande technicité dans la liquidation rapide des manifestations de protestation sur la voie publique qui se sont succédées à Moscou et à Léninegrad à l'occasion de repréailles dont la littérature non-conformiste est l'objet et d'emprisonnement d'écrivains tels que André Siniavski, Youli Daniel, Alexandre Guinzbourg, Youri Galanskov. Jouant le rôle de « citoyens conscients », des groupes des unités du service intérieur ont acquis la technique nécessaire pour lacérer les drapeaux et les pancartes avant que les manifestants n'aient eu le temps de les déployer et pour repérer les meneurs dont l'arrestation plus ou moins discrète intervient aussitôt.

La police politique et l'armée nourrissent l'une pour l'autre une longue animosité. Si au temps stalinien des maréchaux tels que Toukhatchevski, Egorov et Blucher sont tombés sous les balles des tchékistes, l'armée a bien pris depuis lors sa revanche.

C'est le maréchal Ivan Koniev qui a présidé du 18 au 23 décembre 1953 le Tribunal qui a prononcé une sentence de mort contre Lavrenti Beria, le grand chef de toutes les polices staliennes et ses collaborateurs Vladimir Dekanov, Serge Goglidze, Paul Mechik, Vsevolod Merkoulou, Boris Koboulou et Léonide Vlodzi-mirski. Un an plus tard, un tribunal militaire, réuni à Léninegrad, envoyait au poteau d'exécution Victor Abakoumov, ancien ministre de la Sécurité d'Etat et toute une charrette de tchékistes qui s'étaient particulièrement distingués au cours des répressions staliennes.

Pour répondre à ces coups qui avaient enlevé à jamais à la police politique sa puissance de naguère, le K.G.B. dut attendre près de dix ans. Le régime avait besoin de plus en plus, pour affermir sa puissance, de ses forces armées. Pour la diminuer et, si possible, la compromettre

tre, il fallait une affaire hors ligne. L'occasion inespérée se présenta en 1962.

Neveu du général Valentin Penkovski (l'actuel vice-ministre de la Défense), marié avec la fille du général Zakharov, le colonel Oleg Penkovski occupait un poste important au Comité d'Etat de la coordination de la recherche scientifique. Cet organisme, dont Constantin Roudnev, l'un des meilleurs spécialistes de l'équipe d'Oustinov, était le président, était chargé de la coordination des activités des centres d'études et des laboratoires travaillant pour la Défense nationale. Ce comité disposait aussi de ses services de renseignements chargés de connaître les secrets relatifs à l'armement des autres grandes puissances.

Le comité de coordination de la recherche scientifique qui avait ses ramifications dans les pays étrangers, faisait ombrage au K.G.B. qui soupçonnait en outre que ce centre, contenant de jeunes spécialistes trop émancipés et entretenant trop de contacts incontrôlables dans les pays étrangers, pouvait devenir un jour ou l'autre une pépinière d'ennemis du régime.

Penkovski en était un. Matériellement, il était un grand privilégié et c'est uniquement pour des raisons politiques et idéologiques qu'il se lia avec des services britanniques et américains. Trop conscient du danger catastrophique que représente à notre époque une guerre thermo-nucléaire et convaincu, d'autre part, que la politique internationale de subversion du Kremlin provoquerait inévitablement un jour ou l'autre une troisième guerre mondiale, Penkovski se décida à lutter contre le régime soviétique en utilisant tous les moyens disponibles. Il livra aux Américains tous les plans des installations de rampes de lancement de fusées soviétiques à Cuba.

Le jour où Penkovski fut démasqué fut pour le K.G.B. le jour du grand triomphe tant attendu. La preuve était faite que la caste des grands techniciens militaires, choyés et dotés d'une liberté inaccessible aux autres citoyens, est dangereuse pour le régime.

En atteignant Penkovski, le K.G.B. vise non seulement l'officier mais toute la caste dont il est issu et, au sein de laquelle, l'homme qui a réduit à zéro le plan cubain de Moscou a certainement des sympathisants, voire des complices. A la suite de l'exécution de Penkovski, Serge Varentzov, principal maréchal de l'artillerie et commandant en chef des unités soviétiques de fusées tactiques est destitué le 30 mai 1963. Le 21 juin, il est exclu du comité central du parti. Le maréchal avait protégé Penkovski et lui avait donné accès à des dossiers ultra-secrets.

Varentzov n'est pas le seul à subir le contre-coup de cette affaire. Constantin Roudnev, le grand patron de Penkovski perd le 2 octobre 1965 son poste de vice-président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. Son comité de coordination de la recherche scientifique est dissout. Les grands techniciens militaires qui avaient pris l'habitude de se sentir chez eux à New-York ou à Paris aussi bien qu'à Moscou cèdent la place à d'austères bureaucrates civils. Car c'est un Comité d'Etat pour la science et la

technique, présidé par l'académicien Vladimir Kirilline qui succède au département de Roudnev. Lui-même est relégué au poste purement technique de ministre de l'industrie des instruments de précision, de l'automation et de la télémécanique. Paris qui l'avait accueilli en février 1964, ne le reverra pas de sitôt.

Le coup porté par le K.G.B. aux grands techniciens militaires et, indirectement au G.R.U. (service de renseignement du ministère de la Défense) est sensible, mais non mortel. Oustinov et les principales personnalités de son équipe gardent leur pouvoir. Mais la profonde signification psychologique du cas du colonel Oleg Penkovski n'échappe à personne. Une fois sortis du stade de la formation idéologique primaire, une fois en contact avec la littérature mondiale et les pays étrangers, les grands techniciens militaires se détachent du marxisme, ils sont hostiles aux activités subversives des « partis-frères » en Asie, en Afrique, en Amérique latine et ailleurs, ces activités étant coûteuses pour le contribuable soviétique et dangereuses en ce qui concerne le problème de la défense des frontières russes. La guerre vietnamienne, susceptible de dégénérer en conflit mondial et n'intéressant en rien les problèmes nationaux russes, en est un exemple.

La conclusion valable qui se dégage de cet aperçu d'ensemble est que, dotée d'un armement colossal et ultra-moderne, l'armée soviétique présente des failles sur le plan idéologique et psychologique.

Elle se battrait d'une façon exemplaire et serait invincible, sans doute, dans le cas où le territoire national serait attaqué. Elle perd son mordant dans les territoires occupés depuis la deuxième guerre mondiale. Lors de la révolte à Berlin-Est en juin 1953, des unités soviétiques ont refusé de tirer sur la foule. Certains de ces « soldats indisciplinés » ont été passés par les armes. Une dalle commémorative a été érigée en leur honneur à Berlin-Ouest. Lors du soulèvement national hongrois d'octobre-novembre 1956, des unités soviétiques entières ont pactisé avec les révoltés. Devant le Parlement de Budapest les chars soviétiques avaient tourné, aux premiers jours du soulèvement, leurs canons non pas contre la foule mais contre les détachements de la Sécurité d'Etat hongroise.

Une guerre offensive sur territoire étranger, dont l'armée et le peuple ne comprendraient pas les motifs et les buts, ne serait pas populaire, elle non plus, parmi les militaires de toutes armes. Le Kremlin s'en rend compte et c'est là l'un des motifs impérieux qui dictent sa politique dite de coexistence pacifique.

Il est caractéristique que d'après des témoignages venant de Moscou, une enquête faite parmi la jeunesse de la capitale aurait démontré que le nombre de jeunes désireux de s'enrôler pour combattre en qualité de volontaires au Vietnam est infime, tandis que le nombre de jeunes, désireux de combattre éventuellement la Chine populaire, dans le cas d'une agression chinoise contre la Mongolie ou contre l'U.R.S.S. même, est considérable.

Arcady STOLYPINE.

Les Eglises, instrument de la politique étrangère de l'U.R.S.S.

L'ETUDE que nous publions ci-dessous est extraite du livre que M. Jean G.-H. Hoffmann, docteur en Théologie, professeur honoraire à la Faculté de Théologie protestante de Paris va publier aux Editions de La Table Ronde, sous le titre : « Eglises du silence ».

DURANT la seconde guerre mondiale, Staline comprit l'importance que revêtait l'Eglise de son pays dans la pensée du monde libre. En même temps, il était obligé de faire appel à elle, comme à tout ce qui existait en Russie, pour galvaniser les forces nationales contre l'envahisseur.

La guerre terminée, l'U.R.S.S. voulut prouver à l'Occident et le respect qu'elle prétendait porter à la liberté de conscience, et la réalité de l'existence, sur son territoire, d'une Eglise libre. S'adressant au Parlement des Indes en 1955, Nikita Khrouchtchev prononça la phrase célèbre : « *En U.R.S.S., les communistes et les hommes sans parti, les athées et les croyants travaillent ensemble harmonieusement en vue du bien du peuple* ». Le 22 janvier 1958, parlant en Biélorussie, il affirma : « *Nous sommes en faveur de la liberté des convictions religieuses du peuple et du respect des idées religieuses de toute créature humaine de quelque pays que se soit* ».

L'EGLISE ORTHODOXE

Devant la résistance présentée par les pays de l'Ouest à la politique expansionniste soviétique, et pour créer un courant d'opinion favorable à sa cause, le gouvernement de l'U.R.S.S. décida de lancer la plus vaste campagne de paix susceptible d'être imaginée. Dans celle-ci l'Eglise devait jouer un rôle de premier plan. Seul en effet l'accent chrétien ainsi donné à une telle campagne serait susceptible d'attirer la sympathie et la coopération des milieux chrétiens occidentaux, ce dont eussent été bien incapables les représentants du Gouvernement ou du Parti !

La conférence de la Paix, réunie en 1950, à Stockholm, sur l'initiative du gouvernement soviétique, permit le lancement définitif de cette action. Une importante délégation de l'Eglise orthodoxe, dirigée par le métropolite Nicolai, y participa. Elle fut une des premières à signer le fameux « *Appel de Stockholm* » auquel tout le clergé orthodoxe d'U.R.S.S. et celui d'autres dénominations donna son adhésion. La conférence désigna un Conseil Mondial pour la Paix où siégèrent 12 représentants d'U.R.S.S., dont le métropolite Nicolai. Lors de la guerre de Corée, une conférence réunit en mai 1952 à la lauré de Troitse-Sergievo des délégués de toutes les Eglises et associations religieuses reconnues par le gouvernement soviétique. Elle lança un appel contre le comportement des puissances occidentales dans l'affaire coréenne ainsi que contre le réarmement de l'Allemagne et du Japon.

Ces textes, comme l'Appel de Stockholm,

furent largement diffusés dans le monde et commentés de mille manières, cependant que des milliers de chrétiens occidentaux, fascinés par le mirage du mot « paix », se hâtaient d'apporter leur signature. Le Journal du Patriarcat de Moscou tint l'Eglise au courant de l'ampleur de cette action à travers le monde.

On ne compte plus les conférences auxquelles, dès lors, l'Union Soviétique fit participer non seulement l'Eglise orthodoxe de Russie, mais des représentants des diverses Eglises existantes dans les pays annexés ou satellisés. Soulignons l'importance considérable accordée aux conférences en vue du désarmement ou de la paix. Au cours de certaines de celles-ci, on put voir les diverses dénominations religieuses de Russie amenées à condamner l'intervention franco-anglaise en Egypte et soutenir non moins énergiquement l'intervention soviétique en Hongrie lors du soulèvement national de 1956. Le patriarche déclara alors que « des forces hostiles au peuple » soutenues par les impérialistes occidentaux, ayant tenté de détruire le régime « démocratique » de Hongrie, il était du devoir de l'Union Soviétique d'écraser cette révolte.

Le point culminant de cette politique fut, en 1961, la demande d'admission de l'Eglise orthodoxe de Russie au *Conseil œcuménique des Eglises*, indiquant que cette Eglise comptait 20.000 paroisses. Elle entra effectivement à ce Conseil lors de l'Assemblée Générale de New Delhi quelques mois plus tard, suivie en cela par diverses Eglises orthodoxes ou évangéliques de l'Union Soviétique ou des pays satellites. Un des buts principaux que s'était fixés le gouvernement soviétique se trouvait atteint. Non seulement il allait pouvoir, indirectement se faire entendre, mais il obtiendrait, par le moyen de ces diverses délégations, les plus précieuses des informations..

En effet, les Eglises du monde occidental ne pouvaient pas ne pas interroger ces représentants des Eglises de l'Est quant à la situation religieuse dans leurs pays. Il est frappant de constater que les réponses données furent toujours formulées dans un sens strictement conforme aux désirs des gouvernements de l'Est. Elles allaient jusqu'à nier toute mesure répressive, toute persécution des Eglises.

L'EGLISE APOSTOLIQUE D'ARMENIE

Voici un cas assez typique de ce que sont les relations Etat-Eglise en régime communiste : celui de la « Sainte Eglise apostolique d'Arménie ».

Il s'agit là d'une Eglise dont le chef réside en Union Soviétique alors que les trois quarts des fidèles vivent en dehors. Ce chef porte le titre de Suprême Patriarche de tous les Arméniens ou de Catholicos d'Echmiadzin. Sur les 27 patriarches, archevêques et évêques que comptait cette Eglise en 1954, 5 seulement résidaient en U.R.S.S.

L'Eglise arménienne possède, il est vrai, un autre Catholicos, celui de Cilicie, dont le siège est au Liban et dont la juridiction s'étend sur le Liban, la Syrie et Chypre. Ces deux catholicos sont égaux, mais celui d'Echmiadzin a la primauté d'honneur : il n'est pas seulement chef de son Eglise, mais symbole de l'unité de tous les Arméniens répandus dans le monde.

La portée internationale d'une telle charge, son influence sur les Arméniens vivant hors de l'U.R.S.S., surtout en Europe Occidentale, en Moyen-Orient et dans les Amériques du Nord et du Sud, ne pouvait pas échapper au gouvernement soviétique. Elle lui inspira la volonté de tout mettre en œuvre pour se concilier de telles possibilités d'action.

Le gouvernement estima préférable d'agir au sein même de l'Eglise. Il trouva en la personne du Catholicos Khoren I un homme résolu à travailler avec lui. Comme de nombreux Arméniens de l'étranger suivirent l'exemple donné par leur chef religieux, le gouvernement, pour précipiter le mouvement, fit des concessions, autorisant la réouverture de certaines églises et restituant divers biens religieux.

Khoren I avait été installé en grande pompe en présence d'un concours extraordinaire de délégations arméniennes du monde entier. Il jouissait d'une autorité considérable, aussi sa mort subite en 1938 provoqua-t-elle une intense émotion. Sans qu'aucune preuve formelle puisse en être donnée, il semble que cette mort soit à imputer à Béria, chef de la Police Secrète soviétique, le trop fameux N.K. V.D., soucieux d'éliminer un homme qu'il jugeait susceptible de représenter un jour un obstacle sur la voie conquérante du communisme.

L'élection du successeur de Khoren I s'effectua selon l'usage canonique, arrêté en 365, selon lequel c'est le peuple arménien tout entier, et non le clergé, qui désigne le Catholicos. A cette élection participèrent 111 délégués mandatés par toutes les colonies arméniennes du monde : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Egypte, Perse, Irak, Syrie, Palestine, Indes, Turquie et, bien entendu, U.R.S.S. Le gouvernement soviétique paya le voyage de la plupart de ces délégués et la République d'Arménie assumait les frais de leur séjour. Numériquement parlant, le plus grand nombre d'électeurs présents était des citoyens soviétiques. Aussi le nouveau Catholicos, Kevok VI, se trouva-t-il élu par une majorité agnostique, sinon athée, ce qui explique le titre que le peuple lui a souvent donné : « Catholicos aussi bien des fidèles que des infidèles ».

Kevok VI obtint de reconstituer l'épiscopat arménien passablement décimé, d'ouvrir à

Echmiadzin une école de théologie, de pouvoir publier un journal religieux ; en échange il multiplia les démarches pour obtenir le retour aux pays des Arméniens dispersés de par le monde et joignit ses requêtes à celles du gouvernement pour obtenir de la Turquie la restitution des provinces de Kurs et d'Ardahan. En novembre 1947, il demanda aux gouvernements américain, britannique et français d'appuyer une demande de cession par la Turquie à l'Arménie soviétique de toute l'Arménie turque. Enfin, s'il entretint les plus aimables relations avec l'Eglise orthodoxe de Russie, il ne cessa de se montrer hostile au Vatican et à la petite Eglise catholique d'Arménie, bien que celle-ci fût déjà à peu près totalement anéantie par le régime.

Kevok VI mourut en 1954. L'élection du nouveau Catholicos en 1955 réunit une majorité de délégués soviétiques plus forte encore, surtout du fait que de très nombreuses communautés étrangères n'envoyèrent aucun délégué. Ce fut le candidat présenté par l'U.R.S.S. qui l'emporta et qui prit le nom de Vazgen I. Sa première déclaration officielle fut significative : « Le peuple d'Arménie se crée à lui-même une vie heureuse et joyeuse, au coude à coude avec le grand peuple russe et les autres peuples soviétiques ».

Ses qualités personnelles d'homme de « public relations » semblent être celles qui avaient attiré sur lui l'attention du gouvernement soviétique au moment où il se proposait de lancer sa grande offensive diplomatique auprès du monde arabe. Or 300.000 Arméniens vivaient au Moyen-Orient. Les deux tiers de ceux-ci se trouvaient sous la juridiction du Catholicos de Cilicie, dont le siège était alors vacant. Le Kremlin suivait avec la plus grande attention les préparatifs de l'élection toute proche. Il espérait bien qu'un homme favorable à sa politique l'emporterait. Vazgen I fut dépêché aux divers points stratégiques afin de préparer cette élection, mais sa diligence et ses moyens de persuasion furent impuissants à empêcher la majorité des voix d'aller à l'évêque Zareh, connu pour sa position catégoriquement anti-communiste. S'il échoua sur ce point important, du moins obtint-il de fort importantes aides financières. Il fut reçu aussi bien par le Colonel Nasser en Egypte que par le Primat de l'Eglise d'Angleterre.

A son retour en U.R.S.S., il fut aimablement accueilli par le Président du Conseil Boulganine, qui lui accorda l'ouverture d'un certain nombre d'églises, de nouvelles restitutions de biens confisqués et l'autorisation de recevoir des subsides de l'étranger.

La position adoptée par Vazgen I à l'égard de l'autorité soviétique écarta de lui de nombreuses Eglises arméniennes de l'étranger qui se placèrent sous l'obédience du Catholicos de Cilicie. Afin de tenter de fortifier sa situation vis-à-vis de cette opposition, le gouvernement l'envoya en mission en 1960 aux Etats-Unis, au Canada, en France et dans diverses républiques sud-américaines.

Telle que nous l'avons résumé, le comportement de l'Eglise Apostolique d'Arménie est,

lui aussi, des plus significatifs. Parce que constituant un atout-maître dans le jeu politique et diplomatique soviétique, son chef est devenu l'un des membres de cette brigade de charme, de sourire, de bonne volonté et de la paix dont les visites se succèdent de par le monde.

LES MUSULMANS

La hiérarchie des Eglises chrétiennes n'est pas la seule que les autorités soviétiques envoient au dehors pour servir les desseins et faire la propagande du régime. Les hiérarchies des autres religions sont utilisées, exploitées, exactement de la même façon : tel est le cas des Musulmans et même des Bouddhistes.

Selon les résultats connus du recensement de 1959, l'effectif de la colonie musulmane d'Union Soviétique s'élèverait à 25 millions de personnes. Pouvons-nous accorder foi à ce chiffre ? Sachant que la plupart d'entre eux vivent dans les régions limitrophes de la frontière sud, la plus vulnérable de toutes, le Gouvernement de l'Union a toujours été enclin à minimiser l'importance des ethnies étrangères vivant sur le sol qu'il administre.

La grande majorité de ces Musulmans est d'origine turque, une minorité est de provenance iranienne. Les groupes ethniques les plus importants sont les Uzbeks (6 millions), les Tatars (5 millions), les Kazakhs 3 ½ millions) et les Azerbeïdjanais (3 millions). Leurs territoires se répartissent en trois groupes géopolitiques :

1 — En Asie Centrale, dans le Turkestan, vivent environ 13 millions de musulmans, dont les Uzbeks, les Kazakhs, les Kirghiz, les Turcomans et les Karakalpakhs, tous d'origine iranienne.

2 — Dans la région de la moyenne Volga et des monts Oural, nous trouvons les Tatars et les Bachkirs, constituant une république, théoriquement autonome, de 8 millions d'individus, c'est-à-dire l'ethnie musulmane la plus importante d'Europe.

3 — Le troisième groupe est fixé dans la région du Caucase et compte environ 5 ½ millions d'individus, dont plus de 2 millions vivent au nord du Caucase : Circassiens, Ossètes, Tchetchenes, Ingouches, Dagestaniens, Balkariens, Kabardiens et Karaks. Républiques ou régions autonomes, leur groupe le plus important est celui de l'Azerbeïdjan en Transcaucasie. La Géorgie compte également une minorité musulmane.

Sur l'utilisation de l'Islam au bénéfice de la politique soviétique, nous relevons les faits suivants :

1 — A la 5^e Conférence pan-islamique de Bagdad en 1962, Babakhan, mufti d'Asie Centrale, et Kamaretdin, iman de la mosquée de Moscou, avaient reçu mission de soutenir la thèse de la complète liberté des Musulmans vivant en U.R.S.S.

2 — En novembre 1962, ce fut sur la demande du gouvernement que la Conférence des responsables religieux musulmans d'Union Soviétique créa un département pour les affaires internationales, chargé de toutes les relations avec les Musulmans du monde libre.

3 — Le gouvernement a publié un livre, richement illustré, en trois langues : arabe, persane et urdu, où sont présentés divers aspects de la vie religieuse musulmane. Cet ouvrage a été diffusé par les services culturels des missions diplomatiques en pays musulmans.

4 — En août 1964, l'ambassade soviétique de Karachi a offert au Secrétaire Général de l'organisation mondiale islamique une traduction du Coran en russe, alors qu'aucun Russe n'est de confession musulmane et que le livre ne se trouve nulle part en vente en U.R.S.S.

Il ressort de ces faits que si, actuellement, il n'y a plus ni exécution, ni déportations de musulmans pour fait de religion, l'action anti-islamique, surtout auprès de la jeunesse, n'est pas moins énergique que l'action anti-chrétienne. Elle recourt simplement à des techniques infiniment plus subtiles et, peut-être, plus opérantes du fait que l'individu se trouve plus désarmé à son égard.

Quant à la minorité bouddhiste, elle est l'une des plus petites d'U.R.S.S. Elle n'a jamais dépassé le demi-million et se trouve répartie en trois groupes :

1 — Les Mongoles-Buriats vivant dans la république autonome Buriat, la province d'Irkutsk et celle de Chita, non loin du lac Baïkal, en Sibérie orientale ;

2 — Les Kalmouks de la république autonome du même nom ;

3 — Les Tuviniens dans la province tuvinienne, annexée en 1944, mais qui faisait primitivement partie de l'empire de Chine.

LES BOUDDHISTES

La seconde guerre mondiale entraîna un appel des autorités aussi bien aux bouddhistes qu'aux fidèles des autres confessions religieuses. Il était apparu à Staline d'une utilité certaine de pouvoir disposer de 4 ou 5 importants lamas à exhiber lors des cérémonies officielles et susceptibles d'être envoyés en mission dans les pays bouddhistes d'Asie. Ces lamas, il les demanda à la république Buriat.

Un Conseil Central Bouddhiste fut constitué et sa juridiction s'étendit à l'ensemble de l'empire soviétique. Ce Conseil fut chargé de donner son appui aux initiatives gouvernementales en matière de politique étrangère. Après la guerre, en 1950 il dénonça « les crimes sanglants commis en Corée par les agresseurs américains ». Il envoya des lamas participer à différentes conférences de la paix, et donna l'ordre de faire signer « en masse » l'appel de Stockholm » contre les armes atomiques. Ses membres visitèrent toute la région du lac Baïkal, exhortant les fidèles à combattre pour la paix et à travailler de toute leur énergie afin de permettre la réalisation du plan quinquennal. En 1955 le Premier Ministre de Birmanie se rendit à Moscou. Sachant qu'il était un très fervent bouddhiste, le gouvernement convoqua le principal des lamas qui participa à toutes les réceptions. Il remit des cadeaux au Premier Ministre birman et en reçut un don important destiné aux besoins des communautés religieuses bouddhistes.

Lors de la Conférence mondiale bouddhiste de Katmandu en 1956, le gouvernement soviétique envoya une délégation bouddhiste, conduite par un nouveau grand lama apparemment désigné par lui. Après cette conférence, ce lama visita officiellement les Indes. Nous le retrouvons présent en 1958 à la réunion du Conseil Mondial de la Paix à Colombo, puis recevant et guidant à travers l'Union Soviétique un chef bouddhiste de Ceylan. Partout ce lama affirma l'existence en U.R.S.S. de la plus complète liberté religieuse.

En 1959, lors de l'insurrection du Tibet, ce même grand lama dénonça « l'activité impérialiste et réactionnaire » qui aurait été à l'origine de ce soulèvement. Il pria le Dalaï Lama, réfugié aux Indes, de considérer de son devoir de rentrer au Tibet.

LE SECOND ASPECT DE LA REALITE

Tel est le visage que les communautés religieuses d'U.R.S.S., chrétiennes ou non, offrent au monde extérieur. Examinons maintenant ce qu'est leur situation à l'intérieur des frontières.

Nous avons indiqué tout à l'heure qu'en 1961, au moment où l'Eglise orthodoxe de Russie formulait sa demande d'admission au Conseil Œcuménique des Eglises, elle indiquait compter 50 millions de membres, répartis en 20.000 paroisses, elles-mêmes desservies par environ 35.000 prêtres. A cette même époque on comptait en Russie environ 5 millions de baptistes (certaines statistiques parlent de 3 millions), répartis en 6.000 paroisses ayant chacune son pasteur.

Or, en 1962, diverses sources soviétiques mentionnaient l'existence de 11.500 églises ou maisons de prières ouvertes au culte orthodoxe. Est-ce à dire qu'en un an, ou un peu plus, 8.500 « maisons de prières » auraient été fermées ? D'un examen attentif de la presse, il ressort qu'en Ukraine, à Kiev, sur les 28 églises ouvertes en 1960, il n'en subsistaient plus que 7 ; qu'à Odessa, il en restait 7 sur 19, en Biélorussie 300 sur 900, dans le département de Minsk 420 sur 750. On apprend aussi que sur les 8 grands séminaires ouverts depuis la reconstitution du patriarcat en 1943, 3 seulement étaient en fonction en 1964, dont l'un a été fermé depuis.

JEAN-G.H. HOFFMANN.

De la subversion communiste à la rébellion armée au Cambodge

A deux reprises, en mars et en avril 1967, les communistes cambodgiens que le prince Sihanouk appelle les « khmers vietminh » passèrent brusquement de la subversion à la rébellion armée.

La province de Battambang — la plus peuplée du royaume avec 463.000 habitants — fut le théâtre de leurs actes de violence : assassinats de notables et de villageois, incendies de camp de jeunesse et d'habitations, destructions d'ouvrages d'art, etc. Les Forces Armées Royales Khmères (F.A.R.K.) durent intervenir d'autant plus vigoureusement que la menace communiste risquait de faire tache d'huile dans la province de Kompong Cham.

Devant la gravité des faits, le chef de l'Etat se fit accorder les pleins pouvoirs par l'Assemblée Nationale le 4 avril, accepta le 30 la démission du gouvernement Lon Nol et, le même jour, forma sous sa présidence un « gouvernement d'exception » pour trois mois qui est entré en fonctions le 8 mai.

Depuis, le silence s'est fait. Le Cambodge vit à huis clos.

LE CAMBODGE A HUIS CLOS

Le 24 avril, un communiqué du cabinet du prince Sihanouk annonça officiellement que l'entrée au Cambodge de tous les journalistes et reporters étrangers « sans distinction de nationalité » était désormais interdite.

La raison invoquée était qu'à la suite de « multiples interventions étrangères en faveur de tels ou tels journalistes » il était entré « dans le royaume, à côté d'observateurs réellement objectifs, des reporters malveillants ou même hostiles ».

Auparavant, l'entrée au Cambodge était interdite aux journalistes occidentaux à l'exception de très rares exceptions en faveur de ceux figurant sur « la liste blanche ». Pour les représentants de la presse des « pays neutres », l'obtention du visa d'entrée était subordonnée à une enquête. Enfin pour ceux du « camp socialiste », l'entrée était autorisée sans enquête.

LE COMMUNISME AU CAMBODGE

Dès la création du Parti communiste indochinois (P.C.I.) en 1930, la pénétration communiste au Cambodge fut toujours présente à l'esprit d'Ho Chi Minh dont l'objectif final est de « porter la révolution sur le Mékong ».

L'une des raisons de la dissolution du P.C.I. en 1945 fut que le terme « indochinois » risquait d'indisposer les communistes cambodgiens et laotiens revendiquant une certaine autonomie.

Celle-ci ne fut qu'illusoire et Sieu Hong, « Délégué du Front Unifié du Cambodge » s'en rendit compte quand il participa, en février 1951, au premier congrès du P.C. nord-

vietnamien, le parti *Lao Dong*. Celui-ci, dès ses débuts, entendit rester le maître du mouvement communiste.

« *La création d'un parti séparé pour chacun des trois pays ne pose pas de préjudice au mouvement révolutionnaire en Indochine. Le Parti vietnamien se réserve le droit de superviser les activités des partis frères au Cambodge et au Laos* » (1).

Les instructions du *Lao Dong* à l'égard des P.C. cambodgien et laotien furent précises : « *Le Parti Lao Dong et le peuple vietnamien ont pour mission de faire la révolution au Cambodge et au Laos. Nous, éléments vietminh, avons été envoyés pour servir la révolution et construire l'union du Vietnam, du Cambodge et du Laos* » (2).

Le Cambodge fut envahi à deux reprises par l'Armée Populaire du Vietnam (A.P.V.N.) : en décembre 1953, le sud de la province de Battambang, et en avril 1954 les provinces de Stung Treng et de Kratié. Dès la première invasion, le premier ministre du gouvernement royal du Cambodge, M. Penn Nouth adressa une plainte à Ho Chi Minh lui exposant les faits et lui demandant de faire retirer ses troupes. Il n'y eut pas de réponse.

Le *Lao Dong*, fidèle à la tactique communiste de placer dans les régions qu'il convoite des agents de propagande et des cadres afin de former dès que possible un P.C., créa de toutes pièces une « Armée Populaire Khmère de Libération », commandée par Son Ngoc Minh. Cette « armée de libération » n'avait rien à libérer, puisque le Cambodge était indépendant depuis le 9 novembre 1953. Cette indépendance n'empêcha pas l'invasion communiste.

Obligée par les Accords de Genève de 1954 d'évacuer le Cambodge, la R.D.V. s'inclina, mais les forces de l'A.P.V.N. — un peu plus de 4.000 hommes portés sur les listes de la Commission Internationale de Contrôle — prirent leurs précautions pour l'avenir. Elles organisèrent « méthodiquement des cellules marxistes dans certains villages, *sroks* et *khets* (circonscriptions administratives à l'intérieur de la province et provinces) à partir desquelles se ferait le travail *pacifique* de subversion pro-communiste et anti-royaliste, et celui moins pacifique d'une révolution chaude à long terme, laquelle, précisa une instruction spéciale laissée aux disciples, ne devait avoir lieu qu'au moment le plus opportun indiqué par des circonstances et événements extérieurs les plus favorables » (3).

Selon le prince Sihanouk, les premiers « khmers vietminh » se signalèrent avant l'invasion du Cambodge par l'A.P.V.N., ils furent « créés de toutes pièces à partir de la Cochinchine ou du Cambodge même par les Vietnamiens communistes du Vietminh vers 1946-47 » (3).

(1) Document destiné aux cadres du Vietminh en octobre 1951 et saisi par les services de renseignements français.

(2) Message radiodiffusé lancé par une délégation vietminh au Cambodge en avril 1953.

(3) Editorial du prince Sihanouk dans *Sangkum*, revue politique mensuelle illustrée qu'il dirige, n° 9, avril 1976.

Après les Accords de Genève, les « khmers Vietminh » se transformèrent en un parti politique, le « *Prachéachon* » ou « *Parti du Peuple khmer* », véritable parti communiste à 100 %. Toutefois le Prachéachon se garda pour des raisons tactiques de se déclarer officiellement communiste, car la constitution cambodgienne stipule la fidélité à la monarchie pour tous les partis politiques. Le communisme, étant par essence anti-monarchiste, ne peut donc, constitutionnellement parlant, avoir droit de cité chez nous » (4).

A ses débuts, le Prachéachon disposa d'une presse assez importante : quatre journaux dont un en français (*Mitt Phéap*, *Ek Phéap*, *Prachéachon* et *L'Observateur*). La création du « *Sangkum Reastr Niyum* » (« Communauté Socialiste Populaire » — « SANGKUM » en abrégé — lui porta un coup qui sembla fatal. Aux élections législatives de 1955, les communistes ne recueillirent que 30 % des voix et n'eurent aucun député. Le Prachéachon, tout en refusant d'adhérer au Sangkum, établit avec lui une certaine harmonie de façade de 1956 à 1965, cessant son « *action de subversion discrète et chuchotée* » (3).

En réalité, obéissant aux consignes des chefs de l'A.P.V.N., les « khmers vietminh » poursuivirent leur travail de sape. En 1963, le gouvernement du Cambodge découvrit « un réseau d'espionnage du Prachéachon dans la province de Kompong Cham. Ce réseau se consacrait à la collecte de renseignements précis et complets sur l'implantation et les effectifs de nos postes des Forces armées royales et de la Garde Provinciale se trouvant dans les régions frontalières » (3). Le chef de ce réseau, Non Suon fut arrêté, ainsi que ses complices. Ils furent condamnés à mort, mais leur peine fut commuée.

« *La mise en veilleuse des activités du Prachéachon de 1956 à 1965 ne pouvait être qu'apparente. Il n'a jamais cessé un travail de taupe, un travail clandestin et souterrain* », reconnut le prince Sihanouk (3).

Pourtant la clémence du chef de l'Etat fut grande à l'égard des « khmers vietminh » aux ordres de Hanoï et des « khmers rouges » épousant la théorie de Mao Tsé-toung. Certains de ceux-ci, inscrits au Sangkum dont ils constituent l'aile gauche, furent députés et même ministres. Le prince Sihanouk ne le cacha pas :

« *MM. Hou Yuon, Hu Nim, Khieu Samphan que leurs comparses rouges de Kompong Cham et de Kratié désignent nommément, comme leurs inspireurs et leurs chefs après Non Suan, n'ont jamais été inquiétés. Le Sangkum a fait d'eux des députés et des membres du gouvernement. Bien mieux, ils restent désignés de notre grand mouvement populaire, malgré de nombreuses motions adressées au chef de l'Etat par leurs électeurs*

(4) « *Le comportement du P.C. khmer face au Sangkum Reastr Niyum* », article du prince Sihanouk dans *Sangkum*, n° 11, juin 1966.

demandant l'annulation de leur mandat. (C'est le cas en particulier de M. Hou Yuon).

« Les publications progressistes telles que La Dépêche n'ont jamais été suspendues. Leurs dirigeants ont été choisis pour occuper de hauts postes. Sahachivin (5) Tep Chhieu Kheng est directeur de l'Agence d'informations gouvernementales (6). Sahachivin Chau Seng, après avoir été maintes fois ministre, est devenu en tant que directeur du cabinet du chef de l'Etat (et par conséquent son bras droit), une des personnalités les plus influentes et les plus puissantes de l'équipe dirigeante (7).

« Dans le gouvernement, une place très large est faite aux jeunes intellectuels. Parmi ceux-ci les So Nem, Chau Sau qui sont roses, sinon rouges, ne sont nullement des familiers de Sihanouk » (8).

UNE EXPERIENCE QUI TOURNA COURT

Le chef de l'Etat fit cependant une erreur de calcul en pensant avoir neutralisé par sa mansuétude « khmers vietminh », « khmers rouges » et « progressistes » du Sangkum.

Pour les élections législatives du 11 septembre 1966, le prince Sihanouk, en tant que président-fondateur du Sangkum, décida de tenter une expérience. Tous les candidats, bien que membres du Sangkum, se présenteraient devant les électeurs à titre individuel sans avoir reçu l'investiture du Sangkum. Un fois les députés élus, ce fut au Parlement (Assemblée Nationale et Conseil du Royaume réunis) de désigner au scrutin secret le chef du gouvernement.

Cette initiative, la première depuis la création du Sangkum, se concrétisa par un net recul de l'aile gauche. Le 19 octobre 1966, le choix du Parlement se fixa sur le général Lon Nol, 54 ans — il est né le 13 novembre 1913 —, vice-président du Conseil du Gouvernement précédent où il était en même temps ministre de la Défense Nationale et commandant-en-chef des Forces Armées Royales Khmères (F.A.R.K.). Le général accepta de former le nouveau gouvernement et le 22 octobre, l'Assemblée Nationale lui accorda l'investiture à une écrasante majorité : sur 82 députés, 73 se prononcèrent pour lui, quatre s'abstinrent, quatre ne prirent pas part au vote et il y eut un bulletin nul.

Battus aux élections, évincés du gouvernement, les progressistes du Sangkum laissèrent entendre qu'ils étaient prêts à passer à l'action directe. Le prince Sihanouk leur coupa

(5) « Sahachivin » : compagnon, appellation des membres du Sangkum.

(6) Il est également membre du contre-gouvernement.

(7) Chau Seng, né le 15 mars 1929 à Triton, élevé en France, licencié ès-lettres, marié à une Française fille d'un député communiste, inscrit au Sangkum le 13 avril 1957 (carte n° 176), rédacteur en chef de Sangkum, directeur de La Dépêche, ministre d'Etat chargé de l'Economie Nationale, chef de la « Jeunesse Socialiste Royale Khmère », recteur de l'Université bouddhique, membre du Haut-Conseil du Trône.

(8) « Le Comportement du P.C. Khmer face au Sangkum Reastr Niyum », article du prince Sihanouk dans Sangkum, n° 12, juillet 1966.

l'herbe sous le pied en annonçant deux jours après le vote de l'Assemblée Nationale la création d'un « contre-gouvernement ». Celui-ci « n'aurait pas sa raison d'être si le gouvernement avait été l'enfant du chef de l'Etat » (9). Les pouvoirs de ce contre-gouvernement sont en réalité assez minces, ils consistent « à exprimer des opinions, des suggestions, des vœux, des critiques. Il n'est qu'un organisme privé du Sangkum » (9). Composé de 18 membres, le contre-gouvernement comprend neuf « progressistes » ou « communistes » qui se sont infiltrés au sein du Sangkum plutôt que d'adhérer au Prachéachon. Parmi ceux-ci on relève les noms de Hou Yuon, Khieu Samphan, So Nem, Kéo An, Chau Sau. Il possède un organe : *Le Bulletin du contre-gouvernement* et ses membres sont appointés par la caisse du Sangkum, mais ne sont couverts par aucune immunité. Enfin, lors de sa création, la durée du contre-gouvernement fut fixée à trois mois. Il dure encore et vient d'être modifié, mais « existera toujours ».

Ce contre-gouvernement, véritable os donné à ronger aux « khmers rouges » ne leur suffit pas. Ils voulurent exiger le renvoi du gouvernement Lon Nol et la dissolution de l'Assemblée Nationale. Le prince Sihanouk refusa d'accéder à ces exigences. Il rappela que le cabinet avait été régulièrement désigné et formé et qu'aux termes de la Constitution, la dissolution de l'Assemblée Nationale ne peut être prononcée dans les dix-huit premiers mois d'une législature.

Les communistes cambodgiens et leurs alliés du Sangkum cherchèrent d'autres moyens pour se débarrasser d'un gouvernement qui n'entendait pas laisser tomber le royaume dans leurs mains. Ils eurent recours aux procédés les plus classiques de la tactique du communisme mondial : subversion de plus en plus forte, agitations et manifestations « spontanées » avant d'arriver au coup de force.

Dès le 4 novembre 1966, le prince Sihanouk s'en prit directement et nommément aux dirigeants du mouvement communiste khmer : Non Suon, membre dirigeant du Prachéachon et chef du mouvement révolutionnaire qui recrute ses adhérents parmi les Cambodgiens sympathisants de la R.D.V., Hu Nim est vice-président de l'Association d'Amitié Cambodge-Chine. Ce docteur en droit, né le 25 juillet 1932 dans la province de Kompong-Cham, membre du Sangkum depuis le 30 décembre 1957, fut député et Secrétaire d'Etat au Commerce, puis membre du contre-gouvernement.

« Les partisans de Non Suon », déclara le chef de l'Etat, se trouvent parmi ceux qui veulent que le Cambodge « devienne l'esclave du Vietnam » (10). Hu Nim et les « khmers rouges » furent accusés par le prince Sihanouk d'inciter les habitants de la province de Kom-

(9) Message radio-diffusé à la nation, le 25-10-66, par le prince Sihanouk.

(10) Déclaration du prince Sihanouk à la radio de Phnom-Penh, le 4-11-66.

pong Cham à « s'opposer aux autorités provinciales » et « d'organiser un gouvernement d'opposition à Prey Chhor avec Hu Nim comme président, en vue de s'opposer au Sangkum et au gouvernement royal » (11).

Le 7 novembre 1966, une manifestation de lycéens et étudiants de Phnom-Penh, inspirée par les communistes, se déroula devant la résidence du prince Sihanouk lui réclamant le renvoi du gouvernement Lon Nol et la dissolution de l'Assemblée Nationale. Les manifestants essayèrent un refus et le même jour, le chef de l'Etat lança un appel au calme.

Cependant l'agitation persista bien qu'en sourdine. Le prince Sihanouk reconnut publiquement que l'aile gauche du Sangkum n'avait accepté ni le résultat des élections ni la formation du gouvernement actuel qu'elle « cherche à abattre par tous les moyens ». Il demanda à cette aile gauche de préparer soigneusement... les prochaines élections législatives 1970.

Le prince Sihanouk est pourtant parfaitement conscient de la gravité du danger communiste chez lui, comme ailleurs. Il n'hésita pas à affirmer que « parmi les communistes on trouve des traîtres khmers ». Ceux-ci souligna-t-il « faisant cause commune avec les Chinois et les Vietnamiens, nous laissent tranquilles tant que nous restons hostiles aux États-Unis. Il attendent le moment de notre réconciliation avec les Américains pour fomenter des troubles. Dans notre pays, les rouges sont toujours prêts à être au service des rouges étrangers. Entre-temps, ces derniers attendent seulement une occasion favorable pour nous attaquer » (12).

Deux semaines après la manifestation de Phnom-Penh, le prince Sihanouk prit violemment à partie les « jeunes rouges » leur déclarant : « Je déplore la subversion actuellement lancée par votre aile gauche et votre mentalité modelée sur une idéologie étrangère. Vous êtes incapables, absolument incapables, de comprendre qu'on ne défend efficacement les intérêts de sa patrie qu'en restant, quoi qu'il advienne, des nationalistes » (13).

Ces appels au calme, à l'union nationale, ces admonestations n'eurent pas l'effet escompté par le chef de l'Etat.

LE COUP DE FORCE

L'épreuve de force était devenue inévitable. Après quelques incidents en mars, le 2 avril 1967, un poste de la garde provinciale dans la province de Battambang, tenu par quatorze gardes, fut attaqué par 200 hommes et femmes « porteurs d'armes blanches, de fusils et de bâtons », le camp de la Jeunesse Socialiste Royale Khmère (J.S.R.K.) de Stung Kanhoung, dans la même région, fut incendié. Toujours dans la province de Bat-

tambang, les postes de la garde provinciale de Beng Ktum, Trassaing, Sré Ponlu et Sré Sdao furent également attaqués, le maire de Trassaing assassiné. Le 4 avril, un pont de bois sur la route de Pang Rolsin à Somlout fut incendié pour retarder l'arrivée des troupes royales. Le 6 avril, une embuscade fut tendue par les communistes aux environs du village de Anlong Puok : il y eut un tué et plusieurs maisons incendiées.

La réaction des Forces armées et de la garde provinciale fut rapide. Au cours des opérations, des saboteurs et des cadres communistes furent abattus, des armes récupérées, des dépôts de vivres et des refuges furent découverts prouvant que l'affaire avait été montée depuis longtemps et 141 prisonniers furent capturés au total. Parmi ceux-ci se trouvèrent des meneurs locaux, comme Khieu Khun, Long Thoeung et Ung Sem. « Ils ont déclaré qu'ils agissaient selon les directives données par leurs chefs à Phnom-Penh, dont ils ont précisé les noms » (14).

On apprit ainsi que parmi ceux-ci figuraient des personnalités politiques dont un membre du Haut Conseil du Trône — sorte de Conseil d'Etat — Chauseng, d'un ancien ministre, Sonem et de trois députés, notamment Hou Yuon et Khieu Samphan. Ces personnalités, annonça le prince Sihanouk, comparaitront devant un tribunal militaire « uniquement pour les besoins de l'instruction », car « j'ai refusé qu'on retire l'immunité parlementaire ou autre dont jouissent les personnes en cause. Il ne s'agit, pour l'instant, que de dénonciations. Quand les charges réelles seront établies, la procédure du jugement suivra alors son cours normal » (15).

La rébellion de Battambang et la subversion de Kompong Cham furent des affaires strictement intérieures, mais, reconnut le chef de l'Etat, « je ne nie pas que certaines puissances ou intérêts étrangers tentent de tirer profit de ces événements et que ces tentatives d'ingérence peuvent présenter un grave danger qui ne saurait être sous-estimé dans le contexte actuel » (16)...

Le chef de l'Etat se garda de citer ces puissances et au cours des nombreux discours qu'il prononça, réaffirma constamment que le Cambodge « restera toujours l'ami sincère de la Chine ». Cependant, au cours d'une tournée dans la province de Battambang, le prince Sihanouk évoquant la rébellion communiste déclara au lycée bouddhique Ung Thuong dans l'enceinte du monastère Pothiveal à propos des « khmers rouges », qu'il ne tolérerait pas « qu'ils entraînent le Cambodge à tomber sous la coupe d'étrangers ». Et il conclut : « Quant aux pays socialistes tels que la R.D.V., le Sud-Vietnam du F.N.L., la République populaire démocratique de Corée, nous les soutenons politiquement, diplomatiquement et

(11) Déclaration du prince Sihanouk à la radio de Phnom-Penh, le 18-11-66.

(12) Discours du prince Sihanouk, le 25-10-66.

(13) Discours du prince Sihanouk à la jeunesse de Sihanoukville, le 22-11-66.

(14) Message du prince Sihanouk à la nation, le 7-4-67.

(15) Message radiodiffusé du prince Sihanouk à l'Assemblée nationale et à la nation, le 23-4-67.

(16) Conférence de presse du prince Sihanouk, le 9-4-67 au palais Kantha Bopha.

sans réserve. Mais nous ne saurions soutenir certains d'entre eux dans leurs tentatives de néo-coloniser ou de satelliser le Cambodge, notre patrie, en utilisant les khmers rouges comme leur cheval de Troie » (17).

LA PROPAGANDE COMMUNISTE

L'un des thèmes favoris de la propagande communiste au Cambodge fut de discréditer le Sangkum aux yeux de la population en l'accusant de corruption.

Cependant des directives précises furent adressées aux militants sous forme de tracts ou de fascicules comme « *De la lutte pour éliminer la passivité et la timidité, l'attachement à la tranquillité (chez nos adhérents) lesquels doivent préparer une révolution chaude* » :

« La doctrine marxiste-léniniste recommande la révolution pour créer une société saine et égale en droits et obligations.

« Pour parvenir à cette fin, il faut une lutte sans merci, une solidarité entre les classes opprimées.

« Les membres du parti révolutionnaire doivent faire face à toutes les épreuves et à tous les maux des impérialistes et de la classe dirigeante.

« Ces épreuves ne sont pas éternelles, la révolution vaincra, il faut agir comme les bolchevistes russes du temps de Marx et de Lénine » (8).

Dans un autre tract saisi par les autorités cambodgiennes, les communistes khmers, reprirent leur *leit-motiv* de corruption pour lancer en conclusion un appel à la « révolution chaude » :

« *La société actuelle est corrompue et gagnée par le culte de l'individu qu'il faut abolir à tout prix. Depuis le retour à la paix, nous vivons au milieu d'une société malsaine.*

« *Tous les enfants courageux et honnêtes de la patrie doivent se joindre au parti révolutionnaire pour pousser le pays au socialisme communiste.*

« *Le but de la révolution est la libération du peuple des capitalistes et des féodaux. Pour réussir, il faut recourir à la force* » (18).

Devant cet état de choses, le prince Sihanouk décida donc de présider un « gouvernement d'exception » d'une durée de trois mois et dans lequel on vit entrer des anciens ministres, des membres du contre-gouvernement « gauchisants », des progressistes comme Chau Seng, des « roses, sinon des rouges » comme So Ném et Keo An.

Malgré ces apaisements donnés à l'aile gauche du Sangkum, des manifestations ouvrières et d'étudiants se poursuivirent en province et à Phnom-Penh, au cours desquels des

tracts furent distribués. Ces manifestants ont agi « en liaison avec la jeunesse chinoise et vietnamienne » (19).

Le prince Sihanouk se déclara prêt à accepter un référendum dans les plus brefs délais, afin que le peuple khmer puisse « dire souverainement s'il choisit le communisme ou s'il tient à maintenir le régime actuel » (19).

Devant cette recrudescence de la subversion communiste, plusieurs personnalités tirèrent la sonnette d'alarme. M. Leng Ngeth, ancien président du Conseil, ancien ambassadeur du Cambodge à Pékin, et président de « L'Association d'Amitié Khméro-Chinoise » démissionna de cette présidence accusant certains membres de l'Association de « se livrer à de la propagande subversive secrètement ou publiquement, dans le but de détruire l'esprit de solidarité khmère ».

Le contre-gouvernement lui-même s' alarma de l'influence chinoise au Cambodge — la colonie chinoise s'élevait en 1966 à 230.000 personnes —. Les jeunes Chinois au Cambodge reçoivent dans leurs écoles « une éducation strictement maoïste » et comme ils pourront revendiquer plus tard la nationalité cambodgienne étant nés au Cambodge, ils risquent de devenir « des agents de propagande d'une idéologie étrangère dans la masse ». Quant aux cinq quotidiens chinois de Phnom-Penh, affirma le contre-gouvernement, « ils reçoivent des directives précises des étrangers » (20).

Lors des incidents de Battambang, deux dirigeants « rouges » Hou Yuon et Khieu Samphan, dénoncés par les communistes capturés comme étant parmi les instigateurs de la rébellion, prirent la fuite le 24 avril. La disparition de Hou Yuon ne fut signalée à la police par la femme du fugitif que le 29 soit cinq jours après et le lendemain du soir où celle-ci assista à un banquet donné à l'occasion de la clôture d'une exposition chinoise auquel participa Chen Shu-liang, ambassadeur de Chine populaire (21).

A cette grave menace intérieure viennent s'ajouter des problèmes économiques de premier ordre : le budget 1967 n'a pas encore été voté, le déficit budgétaire va en s'aggravant, « la politique d'austérité, plus que jamais indispensable, est elle aussi perdue de vue » (22). D'autres questions économiques de moindre importance, parce que sur une plus petite échelle, accroissent le malaise : jeu, la contrebande, le trafic des devises.

Le Cambodge traverse une « crise provoquée par nos éléments de gauche et engendrant dans notre vie politique et administrative des perturbations inquiétantes » (22).

André TONG.

(19) Discours radiodiffusé du prince Sihanouk, le 14-5-67.

(20) « *Ecole et presse chinoises au Cambodge* », article publié le 13-5-67 dans la rubrique « *Libre Opinion* » du *Bulletin du Contre-Gouvernement*.

(21) *Réalités Cambodgiennes*, n° 548, du 12-5-67.

(22) Condensé du message radiodiffusé à la nation par le prince Sihanouk, le 30-4-67, publié dans le bulletin quotidien de l'Agence Khmère de Presse, n° 5.888, le 2-5-67.

(17) Discours du prince Sihanouk au lycée bouddhique Ung Thuong, le 2-5-67.

(18) « *Le comportement du P.C. khmer face au Sangkum Reastr Niyum* », article du prince Sihanouk dans *Sangkum*, n° 13, août 1966.

Le Parti communiste japonais s'éloigne des positions du Parti communiste chinois

L'ETUDE dont nous donnons ici l'essentiel a été publiée dans Current Scene, l'une des meilleures publications sur la Chine et l'Extrême-Orient, qui paraît à Hong-Kong. Nous la reproduisons avec l'autorisation de la revue et de l'auteur, M. Kyosuke Hirotsu, qui est d'ailleurs un excellent ami de notre bulletin.

Formé aux meilleures disciplines universitaires à l'Université de Tokyo, et aujourd'hui haut fonctionnaire du gouvernement japonais, M. Kyosuke Hirotsu est l'un des spécialistes les plus avertis des problèmes du mouvement communiste en Asie, et particulièrement dans son pays, le Japon. Il traite ici du sujet complexe qu'est l'évolution récente du Parti communiste japonais, où la tendance pro-chinoise a été vaincue par la tendance pro-soviétique, et qui cherche une position plus indépendante à l'intérieur du mouvement communiste international. Bien entendu, si les faits rapportés par M. Kyosuke Hirotsu sont d'une authenticité absolue, il serait sans doute possible de nuancer, ici ou là, certaines conclusions qu'il en tire. Mais nous sommes très heureux de présenter telle quelle son étude à nos lecteurs : sur un sujet mal connu en Occident, elle fait le point d'une manière remarquable.

G.A.

★★

LES DEBUTS DE L'INFLUENCE CHINOISE

En octobre 1945, le P.C.J. prenait un nouveau départ comme parti politique légal. Restant au début plus attaché à la révolution qu'à l'action parlementaire, il fut profondément influencé par le P.C. chinois et le modèle chinois de prise de pouvoir par la violence. Cela se manifesta dans le recours, au début des années 50, aux désordres et à une tactique terroriste. L'influence chinoise sur la politique du Parti est pourtant antérieure à la deuxième guerre mondiale. En 1937, au début de la guerre sino-japonaise, le Parti communiste chinois fit une étude approfondie de la situation intérieure du Japon. Il organisa ses prisonniers de guerre japonais et d'autres en une Ligue pour la libération du peuple japonais, et les entraîna à la préparation d'une révolution au Japon. Les communistes chinois établirent aussi dans le Yenan une école qui enseigna à des prisonniers de guerre japonais sélectionnés la théorie et les techniques de la révolution, de façon à leur permettre de jouer un rôle dirigeant dans une révolution communiste au Japon.

Les Chinois continuèrent à s'intéresser au Japon après la guerre et en 1950 un certain nombre de dirigeants du P.C.J., dont le secrétaire général du parti, Kyuichi Tokuda et son actuel président Sanzo Nozaka, passèrent secrètement en Chine. Les communistes chinois

donnèrent, dit-on, à ces dirigeants du P.C.J. des leçons pratiques de guerre de guérilla en se fondant sur l'expérience chinoise.

Au début des années 60, quand la scission entre Moscou et Pékin devint manifeste, le parti japonais choisit ostensiblement de rester neutre. Mais le conflit au sein du parti s'aggrava. Les postes-clés étant occupés par des hommes formés en Chine, le P.C.J. adopta une attitude de plus en plus favorable à Pékin. En juillet 1961, dix membres et suppléants du Comité central — y compris Tomokane Naito et Shojiro Kasuga, considérés comme membres de la fraction pro-soviétique — furent exclus du parti. Beaucoup d'autres dirigeants locaux et d'intellectuels affiliés au parti furent qualifiés de « révisionnistes modernes » et exclus.

C'est au 7^e plénum du C.C. en octobre 1963 que le P.C.J. décida officiellement de s'opposer au Parti communiste de l'U.R.S.S., qualifiant la ligne de Moscou de « révisionnisme moderne ». En mars 1964, une délégation du P.C.J. conduite par Satomi Hakamada se rendit à Moscou pour s'entretenir avec des représentants du Parti, mais un accord ne put être réalisé. L'épuration de membres pro-soviétiques du P.C.J. s'intensifia en mai 1964 quand Yoshio Shiga et Shigeo Kamiyama, tous deux hommes de premier plan de la fraction pro-soviétique, furent exclus en même temps que d'autres dirigeants et intellectuels. Ils formèrent alors un parti-croupion nommé la Voix du Japon, sous la présidence de Shiga.

DISSENSIONS

Mais l'intensification de la guerre au Sud-Vietnam et le commencement des bombardements du Nord-Vietnam au printemps 1965 révélèrent une divergence de vues entre le P.C.J. et ses amis chinois sur la stratégie et la tactique à suivre dans les luttes anti-américaines, anti-capitalistes. Ce désaccord fut encore exacerbé par un conflit interne du parti, une lutte pour le pouvoir entre le groupe « indépendant » mené par Kenji Miyamoto et le groupe pro-chinois.

La discussion sur la stratégie et la tactique était axée sur des questions comme celle de savoir s'il fallait ou non former un « front uni » anti-américain mondial des forces communistes internationales ou fomenteur des « guerres populaires » et des révolutions violentes dans le monde afro-asiatique. Dans un éditorial du 7 décembre 1965, le journal du P.C.J. *Akahata* pressa la Chine communiste de reconsidérer sa politique à l'égard de l'Union soviétique. Le journal faisait valoir que le conflit sino-soviétique aidait les Etats-Unis au Vietnam et que

« l'unité d'action » des forces communistes internationales, l'Union soviétique comprise, était indispensable pour soutenir le Nord-Vietnam. Après cela le P.C.J. et le P.C. nord-coréen militèrent vigoureusement ensemble en faveur de « l'unité d'action ». Pékin maintint sa position. Les Chinois ont condamné la théorie de « l'unité d'action » comme un complot soviétique servant les intérêts américains.

VOYAGE EN CHINE DES COMMUNISTES JAPONAIS

Il semble que le voyage à Pékin, en février 1966, du secrétaire général du P.C.J. Miyamoto et d'autres dirigeants du parti avait pour but, entre autres choses, de persuader les Chinois d'accepter la proposition d'« unité d'action ». Sur ce point en tout cas, les entretiens entre Mao Tsé-toung et Miyamoto échouèrent.

La délégation Miyamoto visita, dit-on, certaines bases de première ligne au Nord-Vietnam. Cette visite aurait confirmé les Japonais dans leur conviction que Hanoï ne pourrait pas poursuivre la guerre sans l'aide soviétique. Mais la stratégie chinoise pour gagner la guerre au Vietnam exclut la coopération avec les Soviétiques et prévoit l'ouverture d'un « second front » dans différentes parties d'Asie, comme l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, la Corée et le Japon. Cela implique l'organisation de forces de guérilla et le déclenchement d'une série de « guerres populaires ». Un des ouvrages bien connus de Mao Tsé-toung, « *Les problèmes de la stratégie de la guerre de guérilla contre les Japonais* » (mai 1938), parut *in extenso* dans le numéro du 21 août 1965 de la revue du Parti communiste chinois le *Drapeau rouge*. La rédaction y ajoutait cette note :

« *L'idée d'une guerre populaire exposée dans ce texte par le camarade Mao Tsé-toung a une immense importance réaliste pour la lutte menée aujourd'hui par les Chinois et d'autres peuples contre l'impérialisme américain et ses agents, en particulier pour la lutte de libération des nations opprimées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine* ».

Peu après, le *Quotidien du peuple* du 2 septembre publiait l'article aujourd'hui fameux du ministre de la Défense Lin Piao « *Vive la victoire de la guerre populaire !* » en l'accompagnant du commentaire suivant :

« *L'impérialisme américain répète aujourd'hui à l'échelle mondiale ce que l'impérialisme japonais fit en Chine et ailleurs en Asie. Pour les peuples de nombreux pays, c'est déjà une urgente nécessité d'apprendre l'art de la guerre populaire et de s'en servir comme d'une arme dans la lutte contre l'impérialisme américain et ses agents* ».

En bref, depuis 1965 les communistes chinois intensifient leur campagne pour que les nations afro-asiatiques organisent et arment des guérillas et lancent des « guerres populaires » contre « l'impérialisme américain et ses agents », par exemple le gouvernement libéral-démocrate Sato au Japon.

LEÇON DE CHOSES

Les dirigeants du P.C.J. virent dans le coup de force avorté du « 30 septembre » 1965 en Indonésie, soutenu par le parti communiste indonésien (P.K.I.), une tentative du leader du P.K.I. Aidit pour réaliser le plan chinois. L'échec complet de la tentative a convaincu, pense-t-on, définitivement Miyamoto et les autres dirigeants du P.C.J. qu'il fallait répudier la politique de Pékin.

D'autre part, l'ancien enthousiasme du P.C.J. pour la ligne maoïste ne découlait pas d'une analyse de la situation politique, sociale et économique réelle du Japon. Il résultait de l'histoire de la géographie et de l'affinité culturelle du Japon avec la Chine ainsi que de l'aide financière donnée par les communistes chinois et de l'entraînement donné par eux aux communistes japonais. Mais après 1965, le parti semble avoir jugé que l'indépendance à l'égard de Pékin serait plus avantageuse et mieux faite pour plaire aux ouvriers dont il cherche le soutien.

Dans un sens, le retournement du P.C.J. contre Pékin résulte d'une évolution historique naturelle. Le Japon est une nation capitaliste hautement développée qui a fait la première expérience d'un gouvernement parlementaire il y a un siècle. Il a créé une splendide société moderne, exemplaire en Asie, aux niveaux économique et culturel comparables à ceux des nations occidentales hautement évoluées. Ce serait dès lors un anachronisme d'essayer d'appliquer aux mouvements révolutionnaires du Japon la tactique chinoise de révolution violente que prévoit l'organisation de guérillas paysannes et une « guerre populaire ». En effet, « l'aventurisme » d'extrême-gauche adopté par le P.C.J. en 1950-52 pour faire une révolution à la chinoise fut un fiasco. L'attitude actuelle de Miyamoto envers Pékin indique qu'une amère leçon a été tirée de cette expérience. Le rapport du C.C. du P.C.J. au 10^e congrès du parti en octobre dernier disait notamment :

« *La regrettable scission du parti en 1950 et les sérieuses erreurs commises par la suite ont quelque chose à voir avec la critique ouverte faite du dehors par certains partis étrangers frères et organisations internationales. Elles sont liées aussi à différentes formes d'intervention arbitraire dans les affaires intérieures du parti. S'ajoutant à une tendance à accepter aveuglément et appliquer d'une façon erronée la théorie et la tactique internationales qui prévalaient alors concernant la lutte de libération des nations coloniales dépendant encore des puissances étrangères, tout cela compliqua de plus en plus la situation et rendit les erreurs encore plus sérieuses.*

« *Etant donné l'amère expérience de la scission de 1950 et des événements qui suivirent, le parti a compris combien il lui importe, en tant que parti indépendant responsable des mouvements révolutionnaires du Japon, de maintenir une position indépendante, libre de toute influence étrangère, mais fondée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien* ».

LE JEU DES TENDANCES

En 1960, près de 100.000 nouveaux membres donnèrent leur adhésion au P.C.J. à la suite de la campagne menée par la gauche contre la révision du traité nippo-américain de sécurité mutuelle. Au 8^e congrès du P.C.J., en 1961, le groupe pro-chinois s'attribua la majorité des postes au C.C., au presidium et au secrétariat du parti, ce qui représentait un déclin marqué de l'influence du secrétaire général Miyamoto.

Mais fin 1964 le groupe pro-chinois subit un sérieux revers. Au cours du séjour que fit Miyamoto en Chine cette année-là, les dirigeants pro-chinois du parti décidèrent arbitrairement de s'opposer au mouvement de grève du « 17 avril » conduit par le conseil syndical socialiste Sohyo. Cette décision éloigna encore le P.C.J. du grand courant du mouvement syndical national.

Le Sohyo avait en effet décidé d'organiser une grève générale pour obtenir des augmentations de salaires. Des millions de travailleurs devaient se mettre en grève le 17 avril. Au début, le P.C.J. ne s'y opposa pas, mais le 8 avril il s'y déclara subitement hostile, sous prétexte qu'il s'agissait d'une « grève de provocation arrangée en commun par les impérialistes américains et les anti-communistes, les droitiers, les sociaux-démocrates japonais pour provoquer les communistes japonais ». Ce soudain changement d'attitude était une tentative du groupe pro-chinois du P.C.J. d'arracher aux socialistes la direction du mouvement syndical. Mais le résultat en fut pour le P.C.J. d'être violemment critiqué par tous les syndicats influencés par le Sohyo.

MIYAMOTO ET MAO

A son retour de Chine, Miyamoto invita les dirigeants pro-chinois du parti à reconnaître leurs erreurs et se mit peu à peu à les évincer des postes-clefs. Au 9^e congrès du P.C.J., en novembre 1964, beaucoup de postes importants au siège du parti allèrent à son groupe. En profitant de l'affaire de la grève du 17 avril, Miyamoto et ses partisans s'assurèrent le contrôle du parti, ce qui accrut la tension entre le P.C.J. et Pékin.

Lorsque la délégation Miyamoto se rendit en Chine en 1966, les divergences de vues entre les deux partis étaient sérieuses. Les Japonais eurent à Pékin trois entretiens qui ne firent que précipiter la crise. On raconte que lorsque la délégation rencontra Mao fin mars, celui-ci dit qu'étant donné la possibilité d'une guerre sino-américaine pour le Vietnam, les dirigeants du P.C.J. devaient « réviser immédiatement la plate-forme de leur parti pour préparer une révolution violente et une guerre populaire. Même s'ils pouvaient obtenir quelques bons résultats par la lutte électorale ou une campagne pour l'expansion de l'influence du parti, cela ne voulait pas dire qu'ils pouvaient réussir une révolution. »

Miyamoto aurait rejeté nettement la suggestion de Mao. (1)

SUBVERSION PARMIS LES CAMARADES

Le Parti chinois continua ses tentatives pour imposer le maoïsme au P.C.J., se mêlant incessamment à ses affaires intérieures. Par exemple, quand une délégation japonaise assista aux cérémonies du 1^{er} mai à Pékin, on dit que les dirigeants chinois dénoncèrent la plate-forme du P.C.J. comme « opportuniste » et soutinrent qu'il ne pouvait y avoir de révolution sans violence. Même aux socialistes japonais venus en Chine les Chinois ont déclaré, dit-on, qu'ils s'opposaient à la tendance opportuniste du P.C.J. et que le cas échéant ils pourraient essayer de le diviser.

Lorsqu'une délégation chinoise arriva au Japon en juin 1966, elle aurait pressé certains membres du P.C.J. d'entamer une activité en vue de scinder le parti. Après avoir critiqué la plate-forme du P.C., la délégation chinoise aurait promis que si les membres sélectionnés du P.C.J. travaillaient à préparer une lutte armée, les Chinois seraient prêts à leur envoyer des fonds et des armes. Ils conseillèrent à leurs camarades japonais de condamner la tendance « opportuniste » du parti et de ne pas craindre l'expulsion.

Les Chinois auraient aussi adressé par écrit le conseil suivant aux jeunes membres du P.C.J. qui s'étaient rendus en Chine en été 1965 :

« L'impérialisme américain qui fait actuellement de frénétiques efforts pour envahir le Vietnam déclencherà avant longtemps une guerre contre la Chine. La Chine attend ce moment. L'éclatement de la guerre entre la Chine et les Etats-Unis fournira une excellente occasion de faire une révolution au Japon... vous devez préparer la révolution, sans vous laisser influencer par la ligne trompeuse du révisionnisme ».

ARGUMENTS CONTRE PEKIN

Le C.C. du P.C.J. a eu soin de ne pas dénoncer nommément la Chine communiste. Mais on dit que des documents confidentiels circulent dans le parti qui contiennent des accusations contre les Chinois. Voici les critiques qu'ils formulent.

1) Si le P.C.C. a quelque expérience de la lutte contre le colonialisme et le féodalisme, il ne sait pas comment faire la révolution dans une société capitaliste évoluée. Il n'en a pas l'expérience. Il ne doit donc pas avoir voix au chapitre dans le mouvement révolutionnaire japonais (2).

(1) Il faut se souvenir que dès la fin de la guerre, le Premier secrétaire du P.C.J. affirmait que la révolution socialiste prolongerait un jour une révolution bourgeoise, ce qui est une vue marxiste fort traditionnelle, fort éloignée du léninisme, encore plus du « maoïsme ». (G.A.).

(2) En application de cette thèse, le P.C.J. essaye de jeter les bases, avec les socialistes, d'un néo-front populaire, et attache de plus en plus d'importance à la bataille électorale. La récente victoire des socialistes aux élections pour le poste de gouverneur de Tokyo a montré que les communistes agissaient dans ce sens (G.A.).

2) Le P.C.C. suit une ligne ultra-gauchiste et dogmatique. Acceptant aveuglément la « théorie de la scission » léniniste (diviser avant d'unir), il a qualifié l'Union soviétique de « révisionniste », montrant ainsi autant d'hostilité à Moscou qu'aux Etats-Unis, ce qui est une attitude dogmatique et sectaire.

3) La déification de Mao Tsé-toung, en cours en Chine, est contraire aux principes du léninisme, de même que les gardes rouges et la révolution culturelle sont contraires au marxisme-léninisme.

4) Les communistes chinois ignorent le principe de la démocratie intérieure du parti ; le congrès du parti n'a pas été réuni depuis dix ans et le 11^e plénum du C.C. en août dernier a été convoqué avec un retard de quatre ans, tout cela prouvant qu'une poignée de dirigeants exerce une dictature au parti.

AMIS DU GROUPE CHINOIS

Outre ces accusations, le groupe Miyamoto a pris depuis avril 1966 une série de mesures pour éliminer l'influence des Chinois du P.C.J. Le parti a interdit l'emploi des livres de Mao, de Lin et d'autres dirigeants chinois comme de manuels pour les membres du P.C.J. ; proscriit les photographies ou portraits des dirigeants communistes étrangers (à l'exception de Marx, d'Engels et de Lénine) dans les bureaux locaux du parti ; interdit la publication dans l'*Akahata* des programmes de Radio-Pékin et de la publicité pour la *Revue de Pékin* ; restreint les voyages des membres du parti en Chine (ils doivent demander l'autorisation du C.C.) ; et ouvert une enquête sur le « Forum des auditeurs de Radio-Pékin » et le « Forum des abonnés de la *Revue de Pékin* ». En même temps, Miyamoto a essayé de persuader le groupe pro-chinois d'abandonner sa politique. Ceux qui persistaient à suivre la ligne de Pékin ont été placés sous une surveillance plus étroite.

Un éditorial de l'*Akahata* du 11 mai 1966, affirma ouvertement la nouvelle politique indépendante du P.C.J., décidée au plénum du C.C. d'avril. Cela provoqua une réaction de la part du comité de Yamaguchi du parti, fief du groupe pro-chinois. Au 9^e congrès du P.C.J. en 1964, ce comité avait affirmé son attitude pro-chinoise en accusant le C.C. du P.C.J. de suivre une ligne « opportuniste ». Plus tard, le C.C. envoya à Yamaguchi des organisateurs surveiller les dissidents locaux et rectifier leurs vues. L'éditorial de l'*Akahata* du 11 mai poussa le groupe pro-chinois à reprendre ses attaques contre Miyamoto et ses partisans comme « révisionnistes modernes ». Plusieurs personnalités influentes du parti furent en conséquence envoyées en août à Yamaguchi. Elles assistèrent à la réunion plénière du comité qui décida de prendre des sanctions contre cinq membres du comité permanent appartenant au groupe pro-chinois. Le comité de Yamaguchi de la Ligue de la jeunesse démocratique du Japon prit des sanctions analogues contre six de ses membres, tous appartenant au P.C.J.

Cette attitude ferme du C.C. provoqua une

activité antiparti dans toute la préfecture, jetant la confusion chez les communistes locaux. Parmi les membres du P.C.J. à Yamaguchi, qu'on estime à mille ou davantage, un tiers passent pour critiquer la politique du C.C. On rapporte que fin 1966 une quarantaine de dirigeants et d'activistes du parti de la préfecture avaient été exclus du P.C.J. ; une soixantaine avaient été suspendus et quelque 70 avaient fait sécession. Cette activité des communistes pro-chinois à Yamaguchi reçut le soutien des Chinois qui encouragèrent la tendance par des émissions de Radio-Pékin (3).

SUR LA SCÈNE

Les Chinois lancèrent leur première attaque indirecte contre la nouvelle tendance à l'indépendance du P.C.J. dans une dépêche de l'agence *Chine nouvelle* du 18 juillet 1966. Elle avertissait que ni les « nouveaux » ni les anciens partisans du révisionnisme soviétique ne pourraient briser l'amitié sino-japonaise, allusion évidente à Miyamoto et à son groupe.

C'est ainsi que la dispute passa lentement des coulisses sur la scène publique. La situation empira en septembre quand quatre étudiants P.C.J. criant « Une révolution exige la violence. A bas les révisionnistes ! » attaquèrent et blessèrent un correspondant de l'*Akahata* à Pékin. Un incident semblable eut lieu en octobre : des membres du P.C.J. en visite à Pékin furent assaillis par un autre groupe d'étudiants japonais. L'*Akahata* publia la nouvelle sous de gros titres, pressant tous les membres du parti de s'associer à une campagne de protestation contre les actes de violence antiparti injustifiables à Pékin. Il s'agissait en réalité d'une protestation de membres du P.C.J. contre les communistes chinois qui croyaient avoir en main les étudiants P.C.J. à Pékin.

EFFET D'ECLATEMENT

Au moment du 10^e congrès du P.C.J. en octobre 1966, le parti était prêt à proclamer une position anti-chinoise dans sa politique intérieure et étrangère. Des dirigeants pro-chinois, Ryuji Nishizawa, membre du C.C., fut exclu du parti et Kuraji Anzai, membre du secrétariat et membre suppléant du presidium, fut écarté du C.C. Nishizawa se rendit plus tard à Pékin où il aurait serré la main de Mao à un rassemblement. A la fin de l'année, quelque 156 membres avaient été expulsés, dont un groupe résidant à Pékin, et plus de cent avaient fait sécession. En apparence, le congrès se termina paisiblement, Miyamoto ayant renforcé son autorité, mais l'influence de Pékin n'avait pas été effacée. Non seulement le groupe pro-chinois forma un autre parti, mais le conflit a fait éclater d'autres organisations dominées par le P.C.J.

(3) Le groupe pro-chinois de Yamaguchi compte aujourd'hui environ 300 membres. Il cherche à s'étendre à tout le pays. L'un de leurs dirigeants s'est rendu en Chine en décembre dernier et en a rapporté le désir de Pékin d'unifier toutes les fractions pro-chinoises au Japon. (G.A.).

Beaucoup de membres du P.C.J. liés d'amitié avec les communistes chinois appartenaient à l'Association Japon-Chine. L'association était donc déchirée par la tendance croissante à l'indépendance du P.C.J. La confusion s'installa à une réunion des directeurs de l'association en juillet dernier. Elle devait discuter s'il fallait ou non envoyer en Chine des délégués de la jeunesse japonaise, en réponse à une invitation chinoise, au titre d'un échange amical de jeunes. Une dizaine de membres du P.C.J. occupant de hauts postes dans l'association furent soit exclus du parti, soit frappés d'autres sanctions, pour avoir violé la politique du parti sur cette question. Plus tard, les directeurs de l'association se scindèrent en deux groupes, pour et contre le P.C.J. Ceux qui étaient contre créèrent une nouvelle organisation dénommée aussi Association Japon-Chine. Pékin qualifie d'« orthodoxe » celle qui est dominée par le groupe anti-P.C.J. Annonçant l'inauguration de la nouvelle organisation en octobre dernier, son directeur général Miyazaki a dit :

« L'obstruction faite à l'amitié sino-japonaise s'est étendue non seulement au comité exécutif de l'association mais aussi à ses organisations locales. Si on laisse la situation comme elle est, il peut devenir impossible de promouvoir l'amitié entre les deux pays. Nous avons donc décidé de réformer à fond l'association en rompant avec le groupe pro-P.C.J. ».

L'effet que cette rupture aura sur les sections locales de l'association mérite une attention particulière. Le groupe anti-P.C.J. dit que les signes de scission ont déjà apparu dans des préfectures aussi importantes que Miyagi, Kyoto, Osaka, Hyogo et Fukuoka. En tout cas, beaucoup de membres du P.C.J. affiliés à la nouvelle association seront peut-être soit expulsés du parti, soit sanctionnés autrement pour leur activité « antiparti ».

ENNUIS COMMERCIAUX

La volte-face de la politique du P.C.J. à l'égard de la Chine sème aussi le désordre chez les membres du parti intéressés par le commerce sino-japonais. Actuellement, les firmes dites « amies » représentent deux tiers ou trois quarts du commerce total entre la Chine et le Japon. Les compagnies commerciales japonaises désignées comme « firmes amies » sont au nombre de 300 environ, dont une centaine sont activement engagées dans ce commerce. La plupart ont quelque lien avec le P.C.J., comme d'avoir des membres du parti parmi leurs directeurs et employés.

Le P.C.J. attachait une grande importance aux « firmes amies » comme source majeure de fonds. Fin août, le gouvernement chinois prit ouvertement des mesures de rétorsion contre le P.C.J. en rompant ses relations commerciales avec trois de ces firmes, Mutsumi, Sanshin Koeki et Hada Tsueh, et en les expulsant. Toutes les trois étaient considérées comme le noyau du « commerce d'amitié » et comme étroitement liées au P.C.J. Le commerce des « firmes amies » avec la Chine rapportait au P.C.J. plusieurs millions de yen (1.000.000 de yen =

14.000 F. environ). Une politique chinoise tendant à éliminer les membres du P.C.J. du commerce pourrait affecter sérieusement les finances du P.C.J.

Toujours en août, une réunion extraordinaire des directeurs de la société nationale de soutien de la foire commerciale chinoise fut convoquée à la demande du secrétaire de la délégation économique et commerciale de la foire qui séjournait au Japon. A la réunion, le secrétaire chinois dénonça quatre hommes, dont les directeurs et le secrétaire général de l'Association de promotion du commerce sino-japonais. Il affirma qu'à la Société nationale certains faisaient obstacle aux efforts pour informer le peuple japonais de la « vérité » du maoïsme. Les quatre personnes ainsi nommées seraient membres du P.C.J.

MOINS DE SOLIDARITE

La nouvelle politique du P.C.J. a posé aussi des problèmes intérieurs au Comité japonais de solidarité afro-asiatique. La 9^e réunion des directeurs permanents du comité en août 1966 fut le théâtre d'une vive discussion entre les directeurs membres du P.C.J. sur le point de savoir si le comité devait ou non envoyer en Chine des délégués dans le cadre du programme sino-japonais d'échange de jeunes. Puis il y eut une autre controverse animée au sujet du *Congrès mondial contre les bombes A et H*. Cette dernière discussion semble s'être déroulée entre les membres anti-chinois du P.C.J. conduits par Mitsuhiro Kaneko, et les pro-chinois conduits par Tokumatsu Sakamoto ainsi que par les dirigeants d'influence socialiste. Le conflit qui couvait éclata en novembre 1966 à la 12^e réunion des dirigeants permanents où le groupe pro-chinois quitta en bloc la séance, précipitant une scission du Comité japonais de solidarité afro-asiatique.

Cette scission affecta à son tour des organisations apparentées comme le *Congrès des journalistes japonais*. Les partisans de Pékin le quittèrent pour former la Ligue des journalistes japonais qui dit appartenir à l'Association des journalistes afro-asiatiques au lieu du Congrès des journalistes japonais.

De même, quatre dirigeants de la nouvelle *Association des femmes japonaises* ont annoncé qu'elles se séparaient de l'organisation contrôlée par les partisans des « révisionnistes modernes » soviétiques et qu'elles avaient l'intention de constituer une autre association. Elles ont accusé l'ancienne organisation d'essayer de capter des votes aux élections générales et de diviser le mouvement féminin japonais.

Il existe déjà un parti nommé « *Parti communiste du Japon (Front de Libération)* ». Il a été fondé en septembre 1965 par quelques anciens dirigeants du comité préfectoral d'Osaka du P.C.J. exclus du parti fin 1964 pour « conspiration » avec un autre groupe radical pro-chinois conduit par Shigeo Shida (4). Par

(4) Expulsé du parti il y a 10 ans. Son mouvement a quelque importance aussi dans le Hokkaido. Il passe pour avoir gardé certains contacts au Comité Central du P.C.J. (G.A.).

réaction, ils établirent le « Front de libération ». Bien que le nouveau parti passe pour n'avoir que quelques centaines de membres, certains indices font penser que les Chinois encouragent une fusion du « Front » avec les forces de gauche du comité préfectoral de Yamaguchi afin de former un nouveau parti communiste japonais pro-chinois (5). Dans le même temps, les Chinois essaient d'isoler le P.C.J. en renforçant les liens entre Pékin et la gauche du Parti socialiste japonais.

TROISIEME FORCE

Ces efforts ont peu de chance d'affecter sérieusement le P.C.J., mais la question demeure : où va le P.C.J. ? Actuellement, le parti est à cheval sur le mur entre Moscou et Pékin, accusant l'un de révisionnisme moderne, l'autre de dogmatisme moderne. Le P.C.J. fait des efforts visibles pour resserrer ses relations avec la Corée du Nord, le Nord-Vietnam, la Roumanie, Cuba et les autres nations communistes restées relativement indépendantes dans le conflit sino-soviétique. On pourrait les qualifier de « troisième force » dans le mouvement communiste international. Les intentions actuelles des dirigeants du P.C.J. pourraient bien être d'organiser une telle troisième force en Asie.

Il semble néanmoins impossible que le P.C.J. puisse suivre une politique strictement neutre sans abandonner son objectif final de faire une révolution au Japon au moyen de la lutte contre l'Amérique et le capital monopoliste. Le parti a besoin pour cela d'aide étrangère. En effet, il semblerait que plus il se montre opposé au P.C.C., plus il tendrait à dépendre de l'Union soviétique, que cela lui plaise ou non. Les liens entre les partis japonais et russe datent de plus de quarante ans et l'influence soviétique était forte au Japon comme en Chine au début des années 20. Une relance de leur amitié commença au début de 1965. Le numéro de mars 1967 de *Paix et socialisme* (édition japonaise) s'ouvrait sur un article du dirigeant communiste français Duclos intitulé : « *Hourra pour le Parti communiste soviétique !* ». C'était la première fois depuis la fin de 1963 qu'un article faisant l'éloge du Parti soviétique paraissait dans une publication à destination du Japon. A leur tour, les Soviétiques ont publié en août dernier un discours de Miyamoto dans la *Pravda*.

ISOLEMENT

Si les Soviétiques ralliaient le P.C.J. et le Parti communiste nord-coréen, ce serait une défaite pour le P.C.C. qui se trouverait coupé un peu plus des P.C. asiatiques. Moscou voit certainement avec satisfaction la tendance anti-chinoise du P.C.J. Le jour où des relations de

(5) L'une des raisons qui poussent les Chinois à l'unification des groupes japonais est leur projet encore incomplètement formulé d'une Conférence mondiale des partis pro-chinois. Le but de cette Conférence serait de répondre à celle que Moscou cherche à tenir, en vain jusque là. Une pareille conférence pro-chinoise gênerait les partis pro-soviétiques, et c'est peut-être sa menace qui les conduit à refuser celle de Moscou (G.A.).

solidarité fraternelle seront officiellement rétablis entre les communistes japonais et russes est peut-être encore loin, mais le courant semble aller dans ce sens.

Qu'advient-il alors des relations du P.C.J. avec Pékin ? Y aura-t-il rupture permanente ? Miyamoto et d'autres semblent convaincus que l'actuelle politique chinoise finira par se révéler erronée. Un dirigeant du P.C.J. aurait dit en juillet 1966 à un colloque théorique du parti que l'université de Pékin était en effervescence à cause des manifestations d'étudiants critiquant le maoïsme, que la révolution culturelle était une lutte à mort pour le maoïsme et que plus d'un tiers des membres du C.C. du P.C.C. étaient contre Mao. Il aurait demandé aux assistants si le long retard mis à convoquer un congrès du P.C.C. n'indiquait pas la faiblesse du pouvoir de Mao.

Les dirigeants du P.C.J. pensent certainement que derrière la révolution culturelle il y a un sérieux conflit intérieur et doutent probablement que la politique de Mao prévaille avant des années. Miyamoto et son groupe pensent peut-être aussi qu'avec le temps les Chinois comprendront mieux le point de vue du P.C.J.

La fin de la soumission du P.C.J. aux P.C. soviétique ou chinois pourrait apporter un changement dans le communisme en Asie. Les communistes japonais et nord-coréens inaugurent peut-être une tendance au polycentrisme (6) telle qu'elle s'est développée après Staline chez les satellites soviétiques en Europe de l'Est.

KYOSUKE HIROTSU.

(6) Nous dirions plutôt à une certaine autonomie dans la direction de leur politique extérieure. Il n'est pas facile de comparer les changements qui ont affecté le communisme depuis treize ans dans les pays où il est au pouvoir, et dans les pays où il n'y est pas. (G.A.).

P.S. — Notes complémentaires :

1° Effectifs du P.C.J. en 1967 : 260.000 (dont 37,4 % d'ouvriers, 24,7 % d'employés, 10,5 % d'intellectuels et professions libérales, 7,6 % de pêcheurs). 65 % ont moins de 30 ans. 600 seulement étaient déjà adhérents avant 1941. 20 % des adhérents sont à Tokyo. Sur 7 millions d'ouvriers syndiqués, 100.000 sont communistes (1,5 %). Mais 13.000 appartiennent à la direction des syndicats.

2° On peut rappeler aussi que le P.C.J. a constamment oscillé entre les références à l'action légale et le recours à la violence. De 1945 à 1951, il suit la première voie. En 1951, le Kominform le pousse dans la seconde, et il s'y rallie en octobre, en reconnaissant que la révolution ne se fera pas par des moyens pacifiques. Vient alors, en 1956, le XX^e congrès, à Moscou où Khrouchtchev dit que la révolution communiste peut se faire aussi par les moyens parlementaire. Le P.C.J. se rallie à cette thèse à son 7^e congrès en 1958, ou plus exactement affirme que les deux voies sont ouvertes, selon les pays. A partir de 1960, la lutte entre ceux qui sont plutôt favorables à l'action classique et ceux que Pékin influence directement est décrite dans l'article de M. Kyosuke Hirotsu. On peut toutefois noter que même au plein de cette lutte, en 1961-62, par exemple, le P.C.J. n'a jamais renoncé à utiliser les moyens de la lutte électorale : il se borne, depuis un an à souligner leur importance. Cela ne signifie d'ailleurs pas qu'il renonce aux autres. Pour un communiste, japonais ou non, les moyens sont fonction des circonstances. Mais le choix, quel que soit le motif, a son importance en lui-même. (G.A.).

**Le prochain numéro d'EST et OUEST
paraîtra le Jeudi 6 Juillet 1967**